



# DÉBATS

de

**l'Assemblée nationale**

du

**QUÉBEC**

---

**QUATRIÈME SESSION – 28<sup>e</sup> Législature**

Le lundi 26 mai 1969

Vol. 8 - N° 45

---

**Président : l'honorable Gérard Lebel**

TABLE DES MATIÈRES

Commission de la présidence du Conseil . . . . .	.1979
<b>Bill 28 - Loi modifiant la loi de l'Office de planification du Québec</b>	
1re lecture. . . . .	.1979
<b>Bill 27 - Loi concernant les jugements déclaratifs de décès</b>	
1re lecture. . . . .	.1979
<b>Bill 30 - Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec</b>	
1re lecture. . . . .	.1980
<b>Questions et réponses</b>	
Grève de la construction. . . . .	.1980
Conflit des garagistes. . . . .	.1983
Fermeture de la Vickers. . . . .	.1984
Subvention scolaire. . . . .	.1986
Ascenseurs du parlement . . . . .	.1986
 Motion de M. Bellemare sur les heures des séances. . . . .	 .1988
 <b>Comité des subsides</b>	
Crédits du ministère des Affaires culturelles. . . . .	.1989
 Ajournement. . . . .	 .2017

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre  
des Finances. Adresse: Comptable de l'Assemblée nationale, Québec.*

*Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762.*

(Seize heures deux minutes)

M. LEBEL (président): Qu'on ouvre les portes. A l'ordre, messieurs!

Présentation de pétitions.  
Lecture et réception de pétitions.  
Présentation de rapports de comités élus.  
Présentation de motions non annoncées.

L'honorable ministre du Travail.

#### Commission de la présidence du conseil

M. BELLEMARE: M. le Président, qu'il me soit permis de faire la proposition que la commission de la présidence du conseil soit autorisée à siéger aujourd'hui pendant que la Chambre est en séance.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?  
Adopté.

M. BELLEMARE: La permission de siéger en bas durant que la Chambre siège.

M. LE PRESIDENT:

Présentation de bills privés.  
Présentation de bills publics.

M. BERTRAND: G.

#### Bill no 28

M. LE PRESIDENT: L'honorable premier ministre propose la première lecture de la Loi modifiant la loi de l'Office de planification du Québec.

L'honorable premier ministre.

M. BERTRAND: M. le Président, ce projet a pour but principal d'autoriser l'Office de planification du Québec à exécuter tout plan de développement qui lui est confié par le gouvernement et prévoit que la réalisation du plan ARDA pourra lui être confiée à la place du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation. Il fait aussi de cet office une corporation qui sera constituée d'un président-directeur général et de cinq autres membres et qui aura pour nom l'Office de planification et de développement du Québec.

Il y a plusieurs autres changements. Le bill va être distribué immédiatement. Alors, vous pourrez lire les notes explicatives.

M. LE PRESIDENT: La motion de première lecture sera-t-elle adoptée?  
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente.

M. BERTRAND: H.

#### Bill no 27

M. LE PRESIDENT: L'honorable premier ministre propose la première lecture de la Loi concernant les jugements déclaratifs de décès.  
L'honorable premier ministre.

M. BERTRAND: M. le Président, ce projet a pour but de permettre aux tribunaux de déclarer judiciairement qu'une personne est décédée lorsque son décès peut être tenu pour certain sans qu'il soit possible de dresser un acte de sépulture notamment pour la raison que le corps de cette personne n'a pu être retrouvé. Un tel jugement s'obtiendra sur requête, qui devra être signifiée à la famille du présumé défunt et aux autres personnes indiquées par le juge. Le dispositif du jugement sera transcrit dans les registres de l'Etat civil qui pourront faire l'objet, le cas échéant, d'un jugement de rectification si une erreur était commise.

Si, par la suite, la personne dont le décès a été judiciairement déclaré reparaît, les effets du jugement déclaratif cesseront et cette personne reprendra ses biens dans l'état où ils se trouveront.

Ce projet de loi a été examiné par l'Office de revision du code civil. Nous avons toutes sortes de demandes dans ce domaine, à la suite d'accidents, comme on en a vu, accidents maritimes, accidents aériens. Il était temps que nous adoptions un tel projet de loi.

M. MALTAIS (Saguenay): Excusez-moi, M. le Premier ministre. Si je comprends, ce sont des cas comme la requête que nous avons présentée pour la famille Julien, ou à la suite d'un naufrage.

M. BERTRAND: Exactement.

M. MALTAIS (Saguenay): Je vous remercie infiniment. Vous avez unifié trois ou quatre projets pour faire une loi générale?

M. BERTRAND: C'est ça.

M. MALTAIS (Saguenay): Merci.

M. LE PRESIDENT: La motion de première lecture sera-t-elle adoptée?  
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente.

M. BERTRAND: I.

### **Bill 30**

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre de la Santé, de la Famille et du Bien-Etre social propose la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

L'honorable ministre de la Santé.

M. CLOUTIER: M. le Président, ce projet de loi a pour but d'instituer un organisme, connu sous le nom de Régie de l'assurance-maladie du Québec, dont les fonctions seront d'élaborer et de mettre en place, avant le 1er juillet 1970, de concert avec le ministre de la Santé, le ministre du Revenu et sous l'autorité du gouvernement, les mécanismes administratifs requis pour l'instauration au Québec d'un régime d'assurance-maladie qui sera appliqué par la régie à compter de cette date, c'est-à-dire le 1er juillet 1970, et qui sera universel quant aux assurés et public quant à son application et à son financement.

La régie sera formée de onze membres, dont un président et un vice-président, tous nommés par le gouvernement. Le président sera nommé pour dix ans et les autres membres pour trois ans. Deux de ces autres membres seront nommés après consultation des organismes les plus représentatifs du monde des affaires, deux après consultation des organismes les plus représentatifs du monde du travail et deux autres après consultation des organismes les plus représentatifs du monde médical. Quatre autres membres seront choisis parmi les fonctionnaires du gouvernement ou de ses organismes.

M. LE PRESIDENT: La motion de première lecture sera-t-elle adoptée?  
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente. L'honorable chef de l'Opposition.

### **Questions et réponses**

#### **Grève de la construction**

M. LESAGE: M. le Président, quelques instants avant la séance, j'ai eu l'occasion d'avoir une conversation avec le ministre du Travail.

Je lui ai fait part de la difficulté que j'avais de saisir exactement tout ce qui s'était passé au sujet de la grève de la construction, et cela à la lecture seule des journaux.

Les journaux rapportent qu'une lettre — signée ou non signée par le ministre du Travail, on l'ignore — aurait été remise aux fonctionnaires du ministère du Travail qui sont chargés de tenter de trouver une solution et que cette lettre et le document qui l'accompagnait — document qui constituerait un moyen de régler la grève — auraient été retirés par le ministre du Travail après avoir été acceptés par la partie syndicale.

J'avoue, M. le Président — je l'ai dit au ministre avant la séance — que je n'y comprends goutte et j'aimerais bien à ce que la situation soit clarifiée.

M. BELLEMARE: M. le Président, nous allons, pour deux minutes, replacer les faits. Dans le bill no 290, à l'article 47, il était question d'un problème difficile à régler immédiatement en 1968, quant au bill no 290 qui assurait la bonne entente entre les parties syndicale et patronale dans les décrets de la construction.

Il était entendu, à l'article 47, qu'on formait un comité mixte pour étudier particulièrement plusieurs choses laissées en suspens et en particulier les bureaux de placement qui appartiennent aux centrales ou à la province ou qui sont mixtes en certains cas. Quand, le 1er avril 1969, lesdits décrets sont devenus échus, devant l'émence d'une grève les membres des centrales syndicales et les patrons qui siégeaient depuis plusieurs semaines, ont accepté la prolongation desdits décrets pour 30 jours afin de trouver une solution.

Cette solution était difficile à trouver parce qu'immédiatement la CSN avait demandé qu'on règle l'article 47 et les bureaux de placement dans un accord avant de renouveler le décret pour un an. Vous savez sans doute que le bill no 290 fait renouveler automatiquement, avec augmentation dans les salaires, les décrets existants pour un an quitte, pendant l'année, à examiner l'article 47 et toute autre considération nouvelle quant aux questions normatives ou salariales. Cela devait commencer immédiatement, quelques mois après la signature du renouvellement des décrets, le 1er mai 1969.

Dans la loi no 290, il était proposé qu'au 1er mai 1970, tous les décrets acceptés, 20% par la FTQ, 20% par la CSN et les cinq associations patronales, ils étaient pour trois ans, soit de 1970 à 1973. Mais on a fait un faux problème. Je l'ai dit et répété: ce n'est pas un faux problème quant à l'union, quant à la sécurité syndicale. Je dis et je répète que ce n'est pas la

sécurité syndicale qui est le faux problème; c'est de l'avoir amenée à la table des négociations avant de régler l'autre, le problème vital.

Je ne le répète pas, je sais que ça peut sembler drôle, mais on revient toujours sur l'accusation que j'ai portée en disant que c'est un faux problème, la sécurité sociale, syndicale.

Ce n'est pas ça. Le faux problème, c'est d'avoir pris l'article 47, puis de l'avoir tout de suite exigé comme règlement, quand on prévoyait neuf mois de négociations.

M. LESAGE: Avec, comme condition, un règlement immédiat.

M. BELLEMARE: C'est ça. Comme condition d'un règlement immédiat. D'accord. Alors ce que nous avons fait devant l'état de grève qui nous est arrivé le 1er mai, nous nous sommes mis, nous aussi, à la recherche de certaines solutions, au ministère, parce que la partie patronale avait offert, elle, quelques solutions qui avaient été refusées par une partie entre autres, la CSN, mais qui avaient été acceptées provisoirement par la FTQ.

Nos officiers du ministère, ayant en main la nouvelle loi qui va être déposée cette semaine sur la formation professionnelle, dans laquelle est contenu un nombre considérable d'adhérents qui rendent service en même temps à la partie patronale et à la partie syndicale, ont dit: Nous allons sortir notre formule immédiatement, quant aux bureaux de placement.

C'est là que j'ai écrit une lettre, moi, à M. Lachapelle, dans laquelle je lui ai dit...

M. LESAGE: Pourriez-vous identifier M. Lachapelle?

M. BELLEMARE: Il s'agit de Me Raymond Lachapelle, qui est...

M. MALTAIS (Saguenay): La chapelle protestante ou bien le ministère du Travail?

M. BELLEMARE: La chapelle protestante? non. M. Raymond Lachapelle est le médiateur...

M. LESAGE: C'est Me Raymond Lachapelle?

M. BELLEMARE: ... nommé par le ministère pour régler le conflit dans la construction, bien avant que la grève éclate. Il a fait un travail merveilleux, je tiens à le féliciter publiquement, ça n'a pas été facile. Il a une tâche difficile. D'ailleurs, samedi encore, toute la journée et une partie de la nuit, nous sommes restés pour essayer de trouver la solution, mais c'est difficile.

Alors, j'ai écrit à M. Lachapelle, et cette lettre, qui est datée du 23 mai, dit: « Pour faire suite au mandat que le ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre vous confiait, d'agir comme médiateur dans le conflit en cours dans l'industrie de la construction, il me fait plaisir de vous transmettre un document de travail préparé par les officiers de mon ministère, à l'intention de la commission mixte formée en vertu de l'article 47 de la Loi des relations du travail dans l'industrie de la construction, bill 290. »

J'attire l'attention de la Chambre, M. le Président, en disant qu'à ce moment-là, j'ai dit au médiateur: C'est un outil de travail que nous avons l'intention de soumettre à la commission mixte en vertu de l'article 47, et j'ai dit: « ce document — je continue — représente la position du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre relativement aux alinéas A, B, et E de l'article 47 de la loi 290.

« Nous avons cru nécessaire de vous faire connaître la teneur de ce document pour vous aider dans la recherche d'une solution au problème de l'industrie de la construction.

« Veuillez agréer, cher monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments. »

Disons aussi, M. le Président, pour éclairer le débat, que nous avons soumis, avant cette lettre à M. Lachapelle, sans l'avoir rédigé, un texte quant au contrôle quantitatif de la main-d'oeuvre dans les bureaux de placement, fait par le ministère, quant au deuxième contrôle qualitatif de la main-d'oeuvre encore dans nos ministères, et aussi quant à la formation d'un réseau de main-d'oeuvre qui serait distribué et qui verrait à l'application.

Quant au contrôle quantitatif, nous avons mis dans le document une date particulière parce que nous avons dit: Nous pouvons certainement livrer cette marchandise pour le mois de novembre 1969. Après nos études, après la recherche des statistiques et particulièrement après l'établissement d'un inventaire complet, nous étions en position de livrer à tous nos bureaux de main-d'oeuvre et à tous ceux qui, dans l'industrie ou dans la centrale syndicale, voulaient être au courant du nombre, de l'effet du contrôle quantitatif, nous avons dit: Nous serons prêts à livrer cette marchandise le 1er novembre 1969. Quant au contrôle qualitatif, c'est-à-dire la compétence des employés de la construction, leur classement par famille de métier, à l'octroi de permis ou de licences, soit provinciales, régionales ou locales, nous avons dit: Nous serons en position de vous livrer toute cette marchandise le 1er mars 1970. Ce qui coïnciderait avec le renouvellement automatique des décrets le 1er mai 1970.

M. LESAGE: Tout cela est dans le document?

M. BELLEMARE: Oui.

M. LESAGE: Document qui accompagnait la lettre du ministre du Travail à M. Lachapelle?

M. BELLEMARE: Je dois dire que cette lettre n'a pas encore été remise à M. Lachapelle, mais ce document, il l'avait en main.

M. LESAGE: Comment se fait-il qu'à Rimouski, M. Pepin avait en main la lettre du ministre à M. Lachapelle?

M. BELLEMARE: Pas la lettre, il devait simplement avoir le dossier.

M. LESAGE : « M. Pepin a fait la lecture intégrale de la lettre du ministre Bellemare adressée au médiateur, vendredi, l'avisant qu'il lui soumettait un document de travail préparé par les fonctionnaires de son ministère en vue de l'aider dans la recherche d'une solution au conflit actuel ». C'est le Soleil d'aujourd'hui que je cite.

M. BELLEMARE: Chose certaine, c'est que l'original de la lettre est ici.

M. LESAGE: Pour aider le ministre, je dois dire que l'explication qu'il vient de donner, quant aux trois parties du document de travail, je les retrouve dans le Soleil. Et l'explication donnée par M. Pepin du document dont il a commenté les grandes lignes à Rimouski est la même que vient de donner le ministre. M. Pepin a souligné que ce document répondait aux éléments essentiels des revendications de la CSN. Si c'est cela, pourquoi ne règle-t-on pas le conflit? J'aimerais bien les savoir.

M. BELLEMARE: Si le chef de l'Opposition n'était pas trop impatient...

M. LESAGE: Je ne suis pas impatient, j'écoute.

M. BELLEMARE: S'il était dans ma position aujourd'hui, il trouverait extrêmement difficile de ne pas parler. Je pense qu'il n'est pas d'intérêt public pour le moment, aujourd'hui, de faire aucune déclaration.

M. LESAGE: N'essayez pas de partager les responsabilités, cela n'aiderait pas en quoi que ce soit.

M. BELLEMARE: Notre proposition étant faite, notre position étant connue, la partie CSN l'ayant acceptée...

M. LESAGE: En principe.

M. BELLEMARE: ... en principe, nous sommes bien au courant de cela. Mais il reste encore deux autres parties, à part le gouvernement: la FTQ qui a déjà des bureaux qui fonctionnent bien, et la partie patronale. Dans ce document, il y a des choses, peut-être, à roder, à finir, à terminer; ça c'est fait hier, ça c'est fait encore aujourd'hui, nous continuons à le faire. Je pense qu'il est bon de dire que le ministre, lorsqu'il a soumis cette proposition, a bien signalé à l'attention du médiateur que c'était un outil de travail qui devrait normalement être déposé au bureau du comité mixte, en vertu de la loi. D'accord. Nous l'avons sorti avant pour essayer de trouver la solution. Cela sera un gros problème de réglé quand on reviendra devant la négociation tout à l'heure pour refaire de nouveaux décrets. Ce sera un grand pas de fait. Je pense que nous sommes sur une bonne voie. Je remercie le médiateur qui a fait oeuvre de bien. Il a épousé cette proposition. Il a fait énormément pour la faire comprendre, la faire accepter par les parties. Cela n'est pas terminé, mais j'ai confiance que nous allons en venir à un bon règlement et ce sera un des gros problèmes de réglé dans la construction.

M. LESAGE: Pour que les députés puissent être bien au courant de ce document de travail qui a été rendu public, est-ce que le ministre aurait objection à en déposer une copie sur la table du greffier ainsi qu'une copie de la lettre qu'il vient de lire. Il l'a lue, alors.

M. BELLEMARE: Je n'ai pas d'objection à me conformer au règlement, parce que je sais que, lorsque je lis une lettre, je suis obligé de la déposer. Je vais en faire faire des copies, mais je ne les déposerai qu'après que j'aurai remis la copie officielle à M. Lachapelle. Il a actuellement une photocopie. Je vais lui remettre un document officiel. Ce qui est arrivé, le chef de l'Opposition va le comprendre; j'ai eu par la valise diplomatique cet original que j'ai signé chez moi. Aujourd'hui, devant le ministère du Travail, une petite manifestation est organisée.

M. LESAGE: C'est ainsi que la fameuse lettre qu'on avait en main n'était pas signée?

M. BELLEMARE: C'est cela.

M. LESAGE: Je comprends.

M. BELLEMARE: Il n'y a pas de problème dans cela. La valise diplomatique s'est promenée entre le Cap-de-la-Madeleine et ici et c'est cet après-midi que j'ai mis la main sur l'original. Je suis venu pour aller la porter au médiateur qui est au Delta. Quand j'ai vu qu'il y avait un feu d'artifice, j'ai dit: Ce n'est pas tout à fait mon jour; je reviendrai.

M. LESAGE: Le ministre du Travail comprendra l'intérêt qu'il y avait de faire clarifier les choses.

M. BELLEMARE: Ah oui! D'accord.

M. LESAGE: Il semblait que le ministre aurait fait une offre par l'intermédiaire du médiateur. C'était facile de conclure de la nouvelle que, dès l'instant où le ministre s'était aperçu que la CSN était disposée à accepter les principes du document de travail, il s'était empressé de retirer son offre. C'est ce qui se dégage des nouvelles.

M. BELLEMARE: La CSN est mal inspirée. Je n'ai jamais de mauvais desseins...

M. LESAGE: Je ne parle pas pour la CSN.

M. BELLEMARE: ... ni pour la CSN, ni pour son président, ni pour d'autres.

M. LESAGE: Non.

M. BELLEMARE: Il y a des choses qui doivent être rétablies.

M. LESAGE: J'encourage fortement le ministre à poursuivre dans cette voie. Etant donné l'acceptation en principe par la CSN de la solution qu'il a suggérée, j'espère qu'il pourra convaincre les employeurs et la FTQ d'accepter également ces principes afin que cette grève de la construction se règle le plus rapidement possible. Je ne sais pas si le ministre écoute, le matin, aux postes de radio de Québec, les expressions d'opinions.

M. BELLEMARE: Ceux qui sont contre, c'est fantastique.

M. MALTAIS (Saguenay): Il y a deux postes de radio.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LESAGE: Un instant.

M. BELLEMARE: C'est contre.

M. LESAGE: Il y en a contre et il y en a quelques-uns pour.

M. BELLEMARE: Oui, très peu.

M. LESAGE: Disons que cela fait l'objet de toutes les conversations. Il est évident que c'est une grève qui affecte très sensiblement l'économie de la région de Québec et qu'il y a des ouvriers de la construction qui sont dans une très mauvaise situation à l'heure actuelle.

M. BELLEMARE: Si ce n'était pas de me vanter, je dirais, au chef de l'Opposition le nombre d'heures que nous avons passées sur cela depuis une semaine surtout. C'est fantastique. C'est un des problèmes que j'ai le plus à coeur de régler parce que je sais à combien de personnes il fait mal. J'ai essayé de les régler avec mes officiers, que je remercie. Le médiateur a fait une oeuvre extraordinaire, je tiens à le dire. Le médiateur a été extraordinaire. Il a rencontré les parties séparément. Je tiens à le remercier.

Nous continuons et je n'ai qu'un désir, celui de régler cette grève dans le plus bref délai possible.

M. LESAGE: Le ministre peut être assuré que, si cela se règle avant son départ pour Genève, je vais le féliciter très chaleureusement.

M. BELLEMARE: Il y a des gens qui m'ont envoyé un télégramme pour m'empêcher d'aller siéger à Genève. Ils ont dit qu'il faudrait que j'aille à la bibliothèque pour me renseigner avant. J'ai quasiment peur d'y aller maintenant.

### Conflit des garagistes

M. LESAGE: Toujours dans ce domaine des grèves, il y en a une autre qui, à Québec, prend des proportions très graves, à cause du désordre qui est causé et des dommages aux biens.

Il s'agit de la grève ou du lock out dit que c'est un lock out — dans le cas des employés de garages avec leurs employeurs, les propriétaires de garages. De plus en plus, des dommages très importants sont causés à la propriété et aux biens. Je me demande quel-

Il s'agit de la grève ou du lock out

les dispositions le ministre entend prendre, premièrement, pour voir à ce que les biens soient protégés et, deuxièmement, pour tenter un effort ultime en vue du règlement de ce conflit.

M. BELLEMARE: D'abord, les faits. Le ministère a essayé de contacter les deux parties, la semaine dernière. La partie syndicale a accepté de participer à une rencontre.

Mais, du côté du patron, à cause des actes de vandalisme qui ont été commis, à cause du chantage, de la menace et surtout des dommages considérables qui ont été faits, la partie patronale est très récalcitrante.

Je dois aujourd'hui, cet après-midi probablement, rencontrer de nouveau M. Mireault, le sous-ministre, qui essaye de trouver un moyen d'approche. Si cela continue, nous allons être obligés de prendre des mesures extrêmement sévères contre ceux qui commettent des actes de vandalisme. Ce n'est plus du syndicalisme, mais purement et simplement détruire la propriété privée. Je ne pense pas que cela entre dans les cadres d'aucun syndicalisme. Je n'accuse pas, mais quand on arrive pour trouver des coupables, on dit que c'est un état de guerre, et c'est la guerre.

M. LESAGE: La marge entre les offres monétaires et les demandes syndicales est-elle toujours aussi grande qu'au début?

M. BELLEMARE: Il n'y a rien. On n'a pu en discuter encore.

M. LESAGE: Cela n'a pas bougé ni d'un côté ni de l'autre?

M. BELLEMARE: Aucunement. La demande finale est de \$1 l'heure, soit \$40 d'augmentation par semaine.

M. LESAGE: N'y a-t-il pas eu à un moment donné une offre d'arbitrage?

M. BELLEMARE: Non. Ce qu'on a plutôt essayé de trouver, c'est que les parties puissent se rencontrer en ma présence. C'est ce que j'essaie actuellement de faire: convaincre la partie patronale et la partie syndicale de me rencontrer personnellement.

M. LESAGE: Peut-être que la petite gare de Sainte-Foy serait une bonne place?

M. BELLEMARE: Ah, après le désastre qu'il y a eu là!

M. LESAGE: Non, mais c'est un bon moyen de...

M. BELLEMARE: Ils ont tout dévasté, tout cassé. Pas seulement là, mais il y a une très longue liste de dommages qui ont été causés. C'est extraordinaire!

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Saint-Laurent.

### Fermeture de la Vickers

M. PEARSON: M. le Président, ma question s'adresse au ministre du Travail. Je m'excuse de ne pas l'avoir prévenu de ma question. Il peut me répondre probablement aujourd'hui. Sinon, qu'il en prenne préavis. Le ministre a déclaré qu'il n'a été informé de la fermeture officielle des chantiers maritimes de la Vickers que mercredi dernier. Il a, dans une déclaration en Chambre, blâmé les propriétaires de la Vickers de ne pas l'avoir informé plus tôt. Il a ensuite déclaré que son ministère était prêt à faire partie d'une commission de recyclage afin d'aider les chômeurs éventuels à se trouver du travail.

Ma question est celle-ci: Dans l'esprit du ministre, l'affaire est-elle classée de façon définitive ou a-t-il l'intention de favoriser, par le personnel de son ministère ou par la formation d'une commission quelconque, toute l'étude du problème afin de trouver un moyen, toute mesure pour empêcher le pire, ou de convaincre les ouvriers qu'il n'existe pas d'autre solution que la fermeture du chantier?

M. BELLEMARE: Je vais fournir les renseignements que j'ai à l'honorable député et peut-être demain pourrai-je compléter ma réponse. La Marine Industrie a offert de prendre ce matin, tout de suite, 125 employés de la Vickers. Elle a offert publiquement de prendre lundi prochain 250 autres employés qui sont des spécialistes en soudure ou différents autres métiers.

J'ai eu l'occasion de parler personnellement avec le président de la Marine Industrie qui m'a assuré que c'était vrai, que c'était dans les normes, qu'on est à la recherche d'ouvriers spécialisés, qu'on en a un besoin constant et que le nombre pourrait même atteindre 500 d'ici quelque temps.

Je dis que c'est une belle participation de la part de la Marine Industrie et de M. Filion de venir aider ces employés qui ont des métiers et qui sont prêts à travailler. Je dis qu'en ce qui nous concerne, je ne peux pas imposer d'autorité



à la Canadian Vickers la formation d'une commission de recyclage, mais nous sommes prêts à fonctionner pour autant que la compagnie nous en fera la demande et offrira sa participation à l'organisation de notre commission de recyclage, comme le fédéral parce que nous sommes quatre p a r t i e s . Il y a le fédéral d'une part, le gouvernement provincial, la compagnie et le syndicat qui est représenté au sein de cette compagnie.

M. PEARSON: Une question supplémentaire. Donc, d'après la réponse du ministre cela veut dire que dans son esprit il n'y a absolument rien à faire. La fermeture de la Vickers est une chose réglée.

M. BELLEMARE: Non, non, il y a déjà eu une compagnie à Montréal qui, à un moment donné, a refusé carrément de participer à un comité de recyclage et je trouvais ça indigne de la part de la compagnie. J'ai averti, par téléphone, cette compagnie-là que ce n'était pas humain et juste à l'endroit de ceux qui étaient remerciés aussi cavalièrement de leurs services. J'ai écrit personnellement, ensuite, au président de la compagnie et je lui ai dit: Ce n'est pas raisonnable, ce n'est pas humain; vous devriez prendre vos responsabilités en main et nous aider à régler ce problème qui est un problème humain. Il a consenti, le comité a été formé et il fonctionne présentement. Je ne dis pas que le problème est réglé.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député d'Outremont.

M. CHOQUETTE: Sur le même sujet, M. le Président, le ministre du Travail comprendra que nous apprécions ses paroles empreintes d'humanité et de justice, mais, lors de la fermeture du chantier de George T. Davie, il avait promis une législation comportant préavis de la part des employeurs au cas de fermeture de leur usine. Nous sommes à six mois maintenant de cet incident-là et la même chose se produit à la Vickers.

M. BELLEMARE: Si l'honorable député me le permet, ce sera justement dans la législation qui sera déposée cette semaine en Chambre. Vous la lirez.

M. CHOQUETTE: Vous êtes en retard.

M. BELLEMARE: En retard? Quand la session a-t-elle commencé?

M. CHOQUETTE: Cela fait longtemps. Le 23 février. Vous ne le savez pas?

M. BELLEMARE: Tâchez de comprendre que j'avais une raison majeure de ne pas y être.

M. CHOQUETTE: Je ne blâme pas personnellement le ministre, mais le gouvernement est certainement dans le tort.

M. BELLEMARE: Voyons donc! Vous levez-vous pour faire de l'air?

M. CHOQUETTE: Non, pour vous rappeler ce que vous aviez promis.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. BELLEMARE: Eh bien, vous n'êtes pas juste. Attendez avant de parler.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. BELLEMARE: M. le Président, je voudrais reprendre ma bonne humeur. Je ne suis pas choqué. Je n'aime pas ça me faire dire que le gouvernement est en retard, quand je sais que je ne le suis pas. Surtout, quand on vieillit.

M. LAPORTE: Le ministre est-il disposé à aller aussi loin que le ministre fédéral du Travail qui a dit que la compagnie Vickers a manqué au sens le plus élémentaire de la coopération dans ce domaine-là?

M. BELLEMARE: Oui, monsieur. Je l'ai dit avant lui, ici en Chambre, quand j'ai fait mes reproches, jeudi dernier.

M. BERTRAND: C'est vrai.

M. BELLEMARE: Alors, lisez ce qu'il y a dans le journal des Débats et vous allez voir que j'ai été bien plus loin que ce qu'a dit le ministre.

M. LAPORTE: Cela paraît être un abus flagrant...

M. BERTRAND: C'est vrai.

M. LAPORTE: ... dont un nombre considérable d'ouvriers sont victimes.

M. BELLEMARE: J'ai même pris l'initiative de le dire.

M. LAPORTE: Même si cette législation-là est déposée bientôt qu'est-ce que cela fera pour ces ouvriers-là qui vivent le problème, eux?

M. BELLEMARE: C'est comme une pension de vieillesse; ça commence à une telle date et ça ne peut pas commencer rétroactivement.

M. LAPORTE: Je comprends, mais si toute...

M. BELLEMARE: Ce ne peut pas être une législation rétroactive.

M. LAPORTE: Quand tout le monde...

M. BELLEMARE: Il y en a déjà eu une législation rétroactive et le député s'en souvient. Il a écrit un article contre cela.

M. LAPORTE: Quand tout le monde sera mort, la pension de vieillesse sera moins utile

M. BELLEMARE: Ce n'est pas ce que nous disons, non plus. Attendez de voir la loi et vous allez voir ce qui y est contenu. D'ailleurs, je pense que, dans le premier article qui sera discuté dans la Loi de la formation professionnelle, vous allez vous en rendre compte.

Maintenant, M. le Président, en appendice, il y a une motion à mon nom.

M. LESAGE: M. le Président, est-ce qu'on passe aux affaires du jour? Je voudrais que ce soit sans préjudice.

M. BELLEMARE: Non. Nous finissons.

#### Subvention scolaire

M. LESAGE: Ce ne sera pas très long. J'avais une question pour le ministre de l'Éducation. J'ai essayé de le rejoindre et j'ai essayé de rejoindre le ministre d'État à l'Éducation. Je n'en ai pas été capable; alors, je me suis rabattu sur le premier ministre qui, lui...

M. LAPORTE: Le ministre de l'Éducation, lui aussi, s'est rabattu sur le premier ministre.

M. LESAGE: On le dirait bien. Il s'agit d'une commission scolaire qui s'est plainte à plusieurs reprises — je me souviens qu'il y avait eu des plaintes l'automne dernier — la commission scolaire de Sainte-Catherine-d'Alexandrie, qui se plaint d'un retard dans le versement des subventions. J'ai remis copie du télégramme

que j'ai reçu à ce sujet au premier ministre et il m'a promis de s'en occuper.

M. BERTRAND: Ce télégramme, de même qu'un autre télégramme au sujet d'une autre commission scolaire, ont été transmis au ministre des Finances également.

M. LESAGE: Ah bon!

M. BERTRAND: M. Dozois, dès la réception du télégramme, s'est empressé de s'enquérir auprès de son ministère. Il pourra peut-être donner une réponse tantôt...

M. LESAGE: Il est allé aux nouvelles.

M. BERTRAND: ... ou certainement demain.

M. LESAGE: Oui. Le ministre des Travaux publics était ici, il y a un instant.

M. BERTRAND: Il était ici il y a un instant.

M. LESAGE: Oui, je l'ai vu. Tiens, le voici.

#### Ascenseurs du parlement

M. LESAGE: J'ai essayé de rejoindre le ministre des Travaux publics avant la séance. Il s'agit d'une affaire interne qui touche les édifices du parlement.

Il semble que neuf préposés aux ascenseurs ont été déplacés et doivent, à partir de tout de suite, aujourd'hui, je crois, agir comme portiers dans divers édifices. Or nous nous plaignons justement qu'il n'y a pas suffisamment de préposés aux ascenseurs dans l'édifice A et les édifices où les députés doivent circuler.

J'ai entendu dire que l'on avait l'intention de faire fonctionner automatiquement ces ascenseurs. Cela n'a pas de bon sens, surtout lorsque ces ascenseurs sont très occupés, ils doivent transporter beaucoup de gens dans peu de temps, lorsque la Chambre siège. Il arrive que le fonctionnement automatique veut dire qu'il n'y a que ceux qui sont dans la cave ou au troisième étage qui peuvent avoir un service adéquat, parce que les ascenseurs n'arrêtent pas aux étages intermédiaires, s'il n'y a pas de préposé. C'est une affaire qui n'a pas de bon sens, cela n'a aucun bon sens quand l'Assemblée est en session, et même le matin, quand les commissions siègent, c'est encore pire. On sait que pour tous les employés, les secrétaires, les sténographes, il y a une certaine heure le matin et une certaine heure l'après-midi où tout le monde est dans les ascenseurs pour aller prendre du café au sous-sol.

M. RUSSELL: M. le Président, je dois d'abord dire au chef de l'Opposition...

M. LESAGE: Alors, c'est la pagaille. Cela ne peut pas marcher comme ça, et on veut faire travailler ces gens-là huit heures d'affilée, ce qui est absolument inhumain. On ne fait pas travailler huit heures d'affilée un homme sur un ascenseur. On manque d'hommes et puis on en déplace neuf, qu'on nomme portiers.

M. RUSSELL: M. le Président, je pense que le chef de l'Opposition a été mal informé d'abord, au départ. Des préposés aux ascenseurs, nous en avons en surplus...

M. LESAGE: Cela n'a pas l'air à ça.

M. RUSSELL: ... que nous allons utiliser à d'autres fins.

M. LESAGE: Cela n'a pas l'air à ça.

M. RUSSELL: Et il n'est pas question d'enlever les opérateurs aux ascenseurs, ici, à la portée de l'Assemblée nationale. Il est simplement question de faire des changements dans d'autres bâtisses, où nous avons la preuve que le service d'ascenseur qui est fait automatiquement est plus rapide en n'ayant pas de préposé plutôt qu'en en ayant un. Et, les faits ont été établis, ce n'est pas la première fois que la question vient devant la Chambre. Il s'agit simplement que quelques personnes sont frustrées parce qu'elles étaient opérateurs d'ascenseurs et qu'elles sont aujourd'hui préposées à d'autres tâches. Il n'est nullement question de leur enlever leur travail, ils vont être payés de la même façon, ils vont simplement faire un travail différent.

Et en ce qui concerne le service des ascenseurs préposés à l'Assemblée nationale, nous espérons non pas simplement le maintenir, mais l'améliorer.

M. LESAGE: Bien, M. le Président, il y a une chose certaine, c'est que, la semaine dernière, il nous a fallu nous contenter d'ascenseurs automatiques et ça ne fonctionne pas. L'ascenseur du centre qui donne vis-à-vis de la porte de la bibliothèque, ici, dans l'édifice A, est plus souvent qu'autrement, le soir, automatique. Cette porte qui a un nom, une lettre — mais je ne le connais pas, elle est en face de la porte de la bibliothèque. C'est la seule qui est ouverte le soir. Or, c'est bloqué, quand il n'y a pas de préposé — et très souvent il n'y en a pas — et l'ascenseur se promène du sous-sol au dernier

étage et n'arrête pas au rez-de-chaussée, là où les gens doivent prendre l'ascenseur pour monter non seulement à leur bureau, mais monter au premier pour venir redescendre par l'ascenseur du président et aller aux commissions. C'est une affaire qui ne marche pas.

Et, le ministre ne peut pas dire qu'il y a trop d'opérateurs, il n'y en a pas à certains moments. Il dit de plus que, pour ce qui est des ascenseurs de l'édifice A, il n'y aura rien de changé, or ce sont justement des opérateurs de l'édifice A qui ont reçu l'avis qu'ils devenaient portiers. Oui, M. le Président, et je donnerai des noms au ministre des Travaux publics.

M. RUSSELL: Certainement, M. le Président, il me fera plaisir de prendre les noms et d'en discuter avec le chef de l'Opposition, pour ce qu'il avance actuellement, et pour l'ascenseur automatique.

M. LESAGE: C'est un service impossible.

M. RUSSELL: En ce qui concerne le fonctionnement automatique de l'ascenseur dont il est question, cela s'applique simplement lorsque l'Assemblée nationale ne siège pas.

M. LESAGE: Oui, mais l'expérience que nous avons eue est que cela arrive constamment quand nous siégeons.

M. RUSSELL: C'est possible.

M. LESAGE: Depuis quinze jours.

M. RUSSELL: C'est possible et c'est peut-être la raison pour laquelle un certain monsieur sera changé d'emploi parce qu'il n'est pas à l'endroit où il devrait être.

M. LESAGE: M. le Président...

M. RUSSELL: C'est une question administrative, de régie interne. Si le chef de l'Opposition a des noms à me donner, je ferai une vérification et je fournirai l'information au chef de l'Opposition. Ce n'est pas une question qui doit faire perdre le temps de la Chambre.

M. LESAGE: Je n'ai aucunement l'intention de faire perdre le temps de la Chambre. Il s'agit d'une question de justice pour des fonctionnaires qui sont à la disposition des députés ainsi que du service aux députés. Cela regarde la Chambre.

M. RUSSELL: M. le Président, le chef de

l'Opposition vient de parler de justice pour des fonctionnaires. Je ne vois pas où il y a injustice. La plus grande injustice qui a été faite à un fonctionnaire, elle a justement été faite du temps de son gouvernement. J'ai les preuves.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! A l'ordre!  
A l'ordre!

**Motion de M. Bellemare**  
**sur les heures des séances**

M. BELLEMARE: Est-ce que je peux introduire ma motion? J'introduis donc, M. le Président.

M. LESAGE: Introduisez donc!

M. BERTRAND: Introduction.

M. BELLEMARE: Il y aurait peut-être une remarque à faire au sujet de cette motion; c'est que nous ayons le droit de siéger à dix heures trente le vendredi matin, comme nous le faisons traditionnellement, pour finir à une heure raisonnable.

M. LESAGE: Oui. Je crois que la motion devrait être rédigée comme elle l'est. Le vendredi nous nous entendrons, comme d'habitude, pour siéger de dix heures et demie à cinq heures et demie.

M. BERTRAND: Nous siégeons toujours...

M. LESAGE: De dix heures et demie à cinq heures et demie.

M. BELLEMARE: C'est pour cela que j'ai attiré l'attention de la Chambre sur ce sujet. Je voudrais garder une réserve afin que s'il arrive quelque chose, on puisse s'entendre sans se chicaner pour rien.

M. LAPORTE: M. le Président, j'ai pris connaissance de la motion. Je n'ai que deux remarques. Nous nous étions entendus avant la reprise des travaux, après Pâques... Le caucus libéral en a été informé et nous sommes d'accord. Détail: certaines personnes n'ont pas semblé comprendre la date limite du 30 juin. Comme c'est un régime d'exception qui ne devra pas être en vigueur quand la session reprendra l'automne prochain, c'est pour cette raison que cela se terminera le 30 juin.

M. BELLEMARE: D'accord. C'est pour cela que nous l'avons mis.

M. LESAGE: Si elle reprend.

M. BERTRAND: Absolument.

M. LAPORTE: Je n'ai rien à annoncer pour le moment!

M. LE PRÉSIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée? Adopté.

M. BELLEMARE: M. le Président, je voudrais simplement, si vous me le permettez, vous dire que, cet après-midi, en vertu du programme annoncé par l'honorable Secrétaire de la province, il est entendu que la commission du Conseil exécutif siège en bas devant les éducateurs. En même temps, en cette Chambre a lieu l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles.

Lorsque les crédits du ministère des Affaires culturelles seront terminés, l'étude des crédits de l'Exécutif se poursuivra en cette Chambre.

M. LAPORTE: Pas tout de suite?

M. BELLEMARE: Bien, dans la semaine...

M. LAPORTE: Aussi bien dire dans le mois, mais il finit à la fin de la semaine.

M. BELLEMARE: D'accord. Les crédits du ministère de la Santé et du Bien-Être social continuent aussi à être étudiés...

M. LAPORTE: Cet après-midi?

M. BELLEMARE: ... en bas. Quand nous aurons terminé avec le Bien-Être social et la Santé, je voudrais bien, s'il y avait possibilité, passer mes crédits, soit ceux du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. LESAGE: C'est ce que nous avons compris des conversations échangées la semaine dernière.

M. BELLEMARE: C'est cela. Je voudrais passer immédiatement mes crédits, s'il y avait possibilité, quand l'étude des crédits de la Santé sera terminée en commission.

On m'assure que les crédits de la Santé seront passablement avancés demain soir. Immédiatement après, je prendrai mes crédits...

M. LAPORTE: Cela cause des ennuis parce qu'il y a des membres qui voudraient siéger à deux endroits en même temps. Je sais que le

député de D'Arcy-McGee a fait des remarques au sujet de la commission permanente de la Santé qui siège en même temps que la commission permanente du Conseil exécutif.

Alors si on peut revenir pour une seconde aux motions non annoncées, je voudrais que le nom de M. Goldbloom soit remplacé à la commission permanente du Conseil exécutif par le nom de M. Pearson, puisqu'il va être question des éducateurs,

M. BERTRAND: Très bien.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?  
Adopté.

M. BERTRAND: Un.

#### Comité des subsides

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre des Finances propose que je quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides. Cette motion sera-t-elle adoptée?

M. BELLEMARE: Je voudrais dire aussi que si les travaux du ministère du Travail sont finis cette semaine, ce sera ensuite les crédits du ministère des Affaires municipales. M. le leader de l'Opposition, quand les travaux seront terminés à la commission permanente du Travail et de la Main-d'Oeuvre ça sera le budget des Affaires municipales. Cela va?

M. LESAGE: Vous êtes optimiste.

M. BERTRAND: Je me suis entendu avec le député de Verdun pour que ceux de la Justice viennent vendredi matin probablement.

M. HAMEL (président du comité des subsides): A l'ordre!

#### Crédits du ministère des Affaires culturelles

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Nous en étions à l'article 3, direction des relations culturelles et subventions. Le député de Notre-Dame-de-Grâce avait commencé une intervention. Je ne sais pas...

M. LAPORTE: Excusez, c'est bien à l'article 3...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Direction des

relations culturelles, subventions au Canada français d'outre-frontières.

M. LAPORTE: ... Je vois que le député, qui avait une brillante intervention à faire, a dû être retenu par d'autres interventions encore plus brillantes. Je vais faire la mienne, qui sera, comme d'habitude, brève et très au point!

M. le Président, le débat de la semaine dernière, qui a porté sur la direction des relations culturelles et les subventions, ainsi que sur le Canada français d'outre-frontières, aura malheureusement contribué à confirmer une crainte que j'entretenais personnellement et qu'un grand nombre d'organismes et de citoyens de la province de Québec entretenaient également, c'est que le gouvernement du Québec semble prêt, à toutes fins pratiques, à abandonner les Canadiens français du reste du Canada au profit des parlants français du reste du monde. Lorsque j'ai affirmé cette chose, le ministre a dit avec raison:

Si le député de Chambly a des preuves de cet état de choses, c'est le moment. Le ministre avait raison de suggérer que je m'explique. C'est maintenant ce que je vais faire. La preuve en est à la fois très simple et très claire. Le gouvernement actuel, d'après le budget de 69/70, va consacrer \$3 millions à la francophonie dans le reste du monde, et à peine \$150,000 à la francophonie au Canada. Vous me permettez une incursion très brève dans le budget d'un autre ministère, seulement pour en citer un chiffre. On n'a qu'à étudier le budget de cette année pour se rendre compte, à la page 12 du budget des Affaires culturelles, que l'on prévoit \$250,000 pour l'exécution des accords culturels, et pour constater, à la page 22 du budget, que l'on prévoit une somme de \$2,769,000 pour le programme de coopération avec l'extérieur. Si vous faites une addition très simple, que mentalement vous avez déjà faite, M. le Président j'en suis certain, vous arriverez à une somme de \$3,019,000 pour ce que j'appellerai la francophonie extérieure. Et vous constaterez, deuxième élément de ma preuve, à la page 13 du budget des Affaires culturelles, qu'il n'y a que \$150,000 de prévus pour des subventions au titre de ce que j'appelle la francophonie intérieure.

La francophonie au Congo, la francophonie dans d'autres pays du tiers monde, la francophonie à Paris même, dans le propre budget des Affaires culturelles, c'est excellent pour le gouvernement actuel et c'est excellent pour tout gouvernement québécois. Le principe n'en est pas remis en cause. Mais ce qui est moins excellent, c'est que le gouvernement actuel semble avoir perdu complètement le sens de la me-

sure en ces choses et avoir perdu le sens des proportions. Pourquoi tant de millions pour les parlants français du reste du monde, et pourquoi cette inexplicable pingrerie quand il s'agit du Canada français d'outre-frontières?

Si je peux tenter une explication, je dirai qu'au-delà du désir raisonnable d'entretenir, avec la France en particulier, des relations culturelles bien structurées, au-delà du désir légitime d'avoir des têtes de pont dans un certain nombre de pays de la francophonie, qu'au-delà de ces choses, on ne peut, malheureusement, ne pas voir le désir, l'occasion de querelles multipliées avec le gouvernement d'Ottawa, et également ce que l'un des invités au colloque de la maison Montmorency appelait avec d'autres mots les splendeurs parisiennes.

Toutes ces choses, quand elles peuvent permettre au gouvernement actuel de se quereller, d'une façon enfantine parfois, avec le gouvernement de notre pays, c'est excellent. Tout ce qui permet d'aller à Paris jouer au roitelet est également très désirable. Pour ces choses, on a tous les budgets, \$3 millions, dans une province où l'on nous répète à satiété que nous vivons sous l'empire d'un régime d'austérité.

Mais pour aider les nôtres, les Canadiens français des autres provinces, qu'est-ce que nous avons à offrir sous le gouvernement actuel? Je dirai: Moins que rien, parce que, malheureusement, alors que dans la francophonie extérieure, l'escalade va vers des sommets sans précédent, c'est dans le Canada français d'outre-frontières, en sens inverse. Nous nous dirigeons vers le néant.

Pourtant — le ministre des Affaires culturelles s'en rend parfaitement compte — ceci se produit dans une période de notre histoire où l'intérêt que suscite le fait français dans toutes les provinces du Canada — disons à une exception près — est peut-être sans précédent. Nous voyons l'Ontario qui accorde des droits précis, qui se sert des fonds publics pour aider les écoles, le développement de la culture française. Vous avez — fait qui est raconté dans les journaux d'aujourd'hui même — ces extrémistes qui ont voulu empêcher la commission scolaire de Toronto d'accorder aux parlants français — 70,000 qu'ils sont à Toronto — empêcher qu'on leur accorde des écoles secondaires. Le journaliste qui rapportait la chose a dit que les objections se sont perdues dans le sarcasme, dans le rire, dans le ridicule dont se sont couverts des gens comme cet ancien député Cowan et comme d'autres qui sont les derniers représentants d'une époque que nous jugeons révolue.

Je regrette que, alors que le gouvernement canadien — qu'on soit pour, qu'on soit contre,

qu'on l'approuve sur certaines choses, qu'on le désapprouve sur presque tout — alors que le gouvernement du Canada semble faire un effort très sérieux pour que la langue et la culture françaises occupent une place plus grande au Canada, nous assistons malheureusement, de la part du gouvernement actuel, à un désintéressement qui ne peut pas ne pas nous décevoir et nous inquiéter.

Le gouvernement actuel aurait-il décidé, dans son esprit, que les Canadiens français des autres provinces sont irrécupérables, qu'ils sont appelés, à plus ou moins brève échéance, à perdre complètement leur langue et leur culture françaises? Le gouvernement, dis-je, serait-il convaincu de cela qu'il n'agirait pas de façon différente de ce qui est le cas actuellement.

Je vous en donne maintenant la preuve.

Vous n'avez qu'à étudier les budgets du Canada d'outre-frontières de 1966, dernière année de notre administration jusqu'à celui de cette année, 1969/70, pour constater que si le ministre ne prend pas les dispositions nécessaires pour arrêter cette courbe, ou si le peuple ne prend pas les dispositions nécessaires pour remplacer le ministre actuel, bientôt le Canada français d'outre-frontières n'existera plus.

Voici des faits: A l'article traitements... tout ce que je vais lire, à compter de maintenant, ce sont des extraits du budget du service du Canada français d'outre-frontières, dans les budgets votés par cette Chambre depuis quatre ans.

Année 1966/67 — dernière année du gouvernement libéral; toutes les autres années sont celles du gouvernement de l'Union Nationale, grand défenseur de la francophonie devant Dieu et devant les hommes. — Traitements, 1966/67 sous un régime libéral: \$61,000; 1967/68: \$54,700; 1968/69: \$35,000; puis là, on a remonté de \$3,000, on est rendu à \$38,600. Diminution nette de 1966 à 1969: 36%.

Indemnités, cachets et honoraires: 1966/67, gouvernement libéral: \$5,000; 1967/68: \$4,000; 1968/69: \$2,000; 1969/70: \$1,200. Encore un an et c'est disparu. Diminution de 1966/67 à 1969/70: 75%.

Frais de voyages en 1966/67: \$7,000; 1967/68: \$7,000; 1968/69: \$3,000; 1969/70, légère augmentation: \$4,000. Diminution nette de 1966 à 1969: 42%. Afin que l'on sache que ce poste est particulièrement important, si je prends le rapport publié par le ministère des Affaires culturelles pour l'année 1967/68, le 1er mai 1968, on constate que l'essentiel du travail du directeur du service du Canada français d'outre-frontières semble être les voyages fort utiles qu'il fait pour aller rencontrer différents groupes de langue française au Canada ou aux États-Unis. On dé-

clare dans ce rapport qu'il a effectué en dehors du Québec 13 voyages qui l'ont conduit à cinq congrès ou réunions générales et l'ont amené à prendre la parole à trois sessions de cours d'été, à donner quatre conférences et à représenter officiellement le ministre à Vancouver, lors de l'inauguration de la maison de l'Alliance française en cette ville.

Ces voyages ont été effectués alors que le poste budgétaire des dépenses et frais de voyages était encore de \$7,000, en 67/68. Comment le directeur, dont on connaît le dévouement à la francophonie canadienne et nord-américaine, a-t-il pu continuer ce travail de missionnaire de la langue française ou de la culture française, alors que son propre budget, pour tout son service, de frais de voyages est passé de \$7,000 à \$3,000 l'an dernier?

Frais de bureau en 66/67, sous les libéraux: \$3,000; — notez bien la chute. — 67/68: \$2,500; 68/69: \$2,300; 69/70: \$1,000. Diminution nette depuis 66/67: 66%.

Matériel, articles de bureau, impressions et abonnements, 66/67, sous les libéraux, \$9,500; 67/68, \$6,000; 68/69 \$3,000; 69/70 \$3,000. Diminution nette, de 1966 à 1969, 70%.

Autres dépenses, 66/67, \$8,700; 67/68, \$4,500; 68/69, y a-t-il eu une dépense imprévue ou un certain remords, c'est remonté à \$5,000, et la chute de l'année qui vient n'en sera que plus vertigineuse \$5,000 en 68/69; \$2,100 en 69/70. Depuis 1966, diminution de 80%. Seul votre devoir d'être absolument impartial vous empêche, M. le Président, d'avoir l'air scandalisé.

Enfin, publicité et information. C'est un poste qui a été, j'imagine, créé sous le gouvernement actuel puisque le premier poste budgétaire apparaissait comme tel, en 67/68. Enfin quelque chose de nouveau; 68/69, \$3,000; et 69/70, ça retombe à \$1,000. Diminution, dans le propre budget qui avait été inventé par le gouvernement actuel, de 66%.

Je voudrais également souligner qu'à l'article « matériel, articles de bureau, impressions et abonnements » où la diminution a été de 70%, est un autre poste fort important, puisque le rapport que j'ai cité tout à l'heure dit que le bulletin Québec-Amérique a adopté une périodicité mensuelle définitive. Il a surtout augmenté son tirage de 500 à 1,600 tout en maintenant un volume moyen de 38 pages. A-t-il été possible (le rapport que je cite est toujours de l'année 67/68) avec une diminution de budget très sensible, 70%, de maintenir ce service que l'on jugeait essentiel?

Je me permets de lire un autre paragraphe de ce rapport pour bien expliquer combien le

gouvernement actuel, qui, remarquez-le toujours, va verser \$3 millions pour la coopération avec l'extérieur, la francophonie extérieure, a fait preuve d'une très grande générosité en ce qui concerne l'aide directe sous forme de bourses d'études pour l'assistance des Franco-Canadiens en dehors du Québec: « Le montant des bourses d'études est passé de \$20,000 à \$28,000. C'est une générosité qui véritablement fait chaud au cœur et le nombre de bénéficiaires de ces bourses individuelles ou collectives pour des cours réguliers ou des cours d'été atteint maintenant \$130,000 alors qu'il était de \$80,000 l'année précédente. » Les bourses d'études pour aider la francophonie intérieure, \$28,000. Seulement, un voyage de ministre, je pense au ministre de l'Éducation, à Paris, pour la francophonie extérieure, avec tous les problèmes que cela a causé à notre pays, a dû coûter deux ou trois fois cette somme-là.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Voyons, voyons voyons!

M. LAPORTE: M. le Président, j'entends les voyons, voyons, voyons, j'en ai entendu quatre du ministre. Disons que je ne tiens pas ces « voyons » pour une réponse.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Êtes-vous capable en toute bonne foi de prétendre que le voyage du ministre de l'Éducation à Paris a coûté trois fois \$28,000?

M. LAPORTE: Non, je suis disposé...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Bon, c'est ce que vous venez de dire.

M. LAPORTE: ... à en entendre le chiffre, cependant.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'est ce que vous venez de dire. Alors, vous lancez comme ça dans le public des accusations. C'est exactement comme quand le chef de l'Opposition avait déclaré que ç'avait coûté tant de millions de dollars pour les voyages de tous les ministres.

M. LAPORTE: M. le Président...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Il disait que ç'avait coûté \$17 millions pour les voyages des ministres. Les journaux ont rapporté cela et il y a des gens qui ont exploité ça pendant des mois. Alors, si ce n'est pas de la démagogie, qu'est-ce que c'est?

M. LAPORTE: Encore une fois, le ministre, qui est toujours très féru de renseignements on ne peut plus exacts, va être scandalisé de se tromper lui-même. Un seul journal à Québec s'étant trompé en lisant la nouvelle a fait un titre qui n'était absolument pas conforme aux faits. La mise au point a été suggérée dès le lendemain à l'Assemblée nationale et tout est rentré dans l'ordre.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Non, non, non!

M. LAPORTE: Tout est rentré dans l'ordre. Alors, M. le Président, je dis que ce gouvernement qui se pique d'être à ce point francophile, ce gouvernement qui n'a pas hésité à envoyer à des congrès des ministres entourés de nombreux fonctionnaires — ce que je ne discuterai pas; j'aurai l'occasion de donner mon avis sur le climat qui a entouré ces voyages lors de l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales, mais ce n'est pas notre propos aujourd'hui. C'est bien le même gouvernement, j'imagine, qui administre les deux budgets — gouvernement, qui fait preuve d'une si grande libéralité à l'endroit de la francophonie extérieure, se montre d'une rigueur ou d'une pauvreté inimaginable quand il s'agit des francophones du Canada.

Alors, j'ai dit deux choses au ministre. Je lui ai dit, premièrement, que son gouvernement consacre \$3 millions à la francophonie dans les autres pays et seulement \$150,000 ici même au Canada. Je lui ai dit, deuxième chose, que le budget du service du Canada français d'outre-frontières a été victime de coupures qui sont jusqu'ici inexplicables. Je demande au ministre de donner des explications à la population du Québec sur ces deux plans.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Adopté, M. le Président.

M. LAPORTE: Ah bien, M. le Président, ce n'est pas adopté. Si le ministre qui, jusqu'ici, avait fait preuve d'un esprit de coopération remarquable n'a rien à dire, on va continuer le monologue, alors que je voudrais que ce soit une discussion. Comment se fait-il...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Continuez. Parlez.

M. LAPORTE: ... que le budget du Canada français d'outre-frontières a diminué de cette proportion-là? Le ministre a-t-il une explication?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Avez-vous un autre discours à faire?

M. LAPORTE: Je n'ai pas d'autre discours à faire, mais vous devriez en avoir un à faire. Dans les indemnités, cachets et honoraires, on parle d'une diminution de 36%, 75%, 42%, 66%; est-ce vrai et pourquoi? Le ministre a-t-il vraiment décidé de faire disparaître le service du Canada français d'outre-frontières?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): J'ai donné toutes ces explications-là la semaine dernière.

M. LAPORTE: Vous n'avez donné aucune explication sur la diminution du budget, puisque je viens de le révéler cet après-midi. Ce tableau était prêt la semaine dernière mais je ne l'ai pas utilisé.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): J'ai expliqué tout ce qui en était.

M. LAPORTE: Alors, M. le Président, je n'accepte pas l'explication du ministre. Je n'accepterai certainement pas que l'on se moque de nous comme ça.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Nous ne nous moquons pas de qui que ce soit.

M. LAPORTE: Je veux savoir, M. le Président, c'est un droit et c'est raisonnable...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Que voulez-vous savoir?

M. LAPORTE: ... pour quelles raisons le budget du service du Canada français d'outre-frontières a diminué à ce point. Je veux que le ministre dise s'il a l'intention de le faire disparaître. Mon Dieu, qu'il l'affirme donc clairement!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, l'autre jour, j'ai expliqué longuement au député de Chambly, qui nous dit avoir manifesté de la coopération, de la collaboration — coopération, c'est un mot anglais — dans l'étude des prévisions budgétaires du ministère...

Or, depuis que nous avons commencé, il nous sert, à chacun des articles, un discours interminable pour déclarer toujours la même chose: que nous n'avons rien fait, que n'avons pas l'intention de faire quoi que ce soit et que dans son temps c'était le monde des merveilles, des inventions et des découvertes.



M. LAPORTE: Vous avez trouvé des mots qui décrivent assez bien la situation.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Or, les grandes découvertes et les grandes inventions du député de Chambly, nous les trouvons dans des rapports qui lui avaient été soumis, à sa demande, lorsqu'il est devenu ministre des Affaires culturelles, lesquels documents présentaient des projets et des ébauches, mais non pas les réalisations du député de Chambly.

J'aurais pu, l'autre jour, à la suite de sa démonstration sur l'Office de la langue française le mettre en contradiction lorsqu'il a étalé une série de projets qui, disait-il, constituaient la politique de son gouvernement. Or, il s'agissait de suggestions qui lui avaient été faites par des fonctionnaires à qui il avait demandé de lui fournir un rapport pour l'informer de l'état d'un ministère qu'il ne connaissait pas au moment où il en assumait la direction.

M. LAPORTE: Jusque-là, c'est assez raisonnable.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): J'aurais pu, l'autre jour, lui donner la réplique. Comme j'avais déjà parlé assez longuement, j'ai laissé passer. La seule chose que je regrette dans les discours du député de Chambly, c'est qu'on n'en fasse pas suffisamment état dans la presse.

M. LAPORTE: Qu'on n'en fasse pas suffisamment état dans la presse?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): J'aimerais que...

M. LAPORTE: Disons que l'an dernier on n'a pas pu faire état des vôtres, vous n'avez pas parlé.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): ... le député reçoit beaucoup plus de publicité que cela parce que l'on comprendrait encore mieux — ce que je disais l'autre jour — qu'il fait ses discours comme un éditorial. Un postulat, une démonstration brutale et rapide, quelques paragraphes, quelques expressions percutantes et tout à coup, ça y est! Le gouvernement est condamné, jugé et il faut tout changer. Or, aujourd'hui, le député de Chambly nous dit: Est-ce que vous avez l'intention d'abolir le service du Canada français d'outre-frontières? Non, puisque le poste existe encore.

J'ai indiqué l'autre jour l'orientation que nous voulons donner au service du Canada français d'outre-frontières, à savoir que ce service doit

devenir un organisme d'échanges avec les minorités francophones. Nous voulons institutionnaliser nos relations avec les minorités francophones afin de répondre au désir qu'elles ont exprimé elles-mêmes, à savoir qu'elles tiennent à prendre leur distance vis-à-vis du Québec et à manifester leur autonomie.

Si le député a écouté l'autre soir l'émission L'Envers des hommes, il a pu comprendre quelles étaient, par exemple, les volontés des Manitobains. Il y a quelques semaines déjà, s'il avait entendu les gens de Gravelbourg s'exprimer à la télévision, à cette même émission L'Envers des hommes, il aurait pu encore une fois se rendre compte que les minorités francophones ne veulent pas être mises en tutelle et ne veulent pas recevoir de charité du Québec, ce qui nous force à repenser tous les mécanismes de relations avec les groupements situés en dehors des frontières du Québec.

Voilà les prémisses d'une démonstration que j'ai faite l'autre jour. Il y a, d'autre part, un problème qui est important. On nous a demandé tout à l'heure: Est-ce que vous êtes résolu à laisser mourir les minorités francophones? Il ne m'appartient pas de le dire. Il m'appartient simplement d'assurer la Chambre que nous sommes toujours désireux d'aider les minorités francophones, mais que nous ne les sauverons pas de force parce que — les enquêtes faites par divers organismes le prouvent — il y a à l'heure actuelle, au sein des groupements francophones qui vivent en dehors du Québec, deux tendances, deux écoles, et — disons le mot — deux factions.

Il y a des gens qui ont résolu d'être ce qu'ils appellent des Canadiens à part entière. Certes, ils désirent conserver leur langue, leur culture, dans la mesure où cela est possible, mais ils veulent être intégrés comme des citoyens à part entière, dans leur milieu respectif, et dépendre de l'Etat qui représente le pouvoir politique ou l'autorité politique de ces territoires.

Il y a, par ailleurs, un groupe de gens qui représentent des générations plus âgées et qui tiennent encore, pour des raisons qu'on comprend très bien, à l'affirmation de cette vie française, selon des modes, selon des schèmes qui correspondent davantage à ceux des générations passées qu'à ceux des générations actuelles. C'est le problème qui se pose.

On nous dit: Vous ne donnez pas assez d'argent aux minorités francophones. C'est juste que nous donnons peu d'argent aux minorités francophones. Nous n'avons toutefois pas, comme le prétend le député de Chambly, diminué dans les proportions qu'il a indiquées les montants que le Québec consacrait à l'assistance

aux minorités francophones. Quand il parle par exemple d'une diminution de traitements, c'est tout simplement une question d'ordre administratif, c'est qu'il y avait, au moment où le député de Chambly était ministre des Affaires culturelles, trois postes au service du Canada français d'outre-frontières qui sont passés à l'Office d'information et de publicité, en raison de ce regroupement et de cette réorganisation, ce qui évidemment entraîne fatalement une diminution à tous les autres postes, voyages, indemnités, etc., etc. Le député de Chambly nous dit, d'autre part: Vous donnez \$250,000 à la coopération avec l'extérieur. Bien, il faut s'entendre là-dessus. Il dit: Vous donnez par ailleurs seulement \$150,000 à la coopération avec les minorités francophones de l'intérieur, celles qui se trouvent situées dans le Canada.

Ces chiffres ne sont pas exacts, puisque, je l'ai dit l'autre semaine, que nous donnons \$150,000 par le truchement du service du Canada français d'outre-frontières, en pur don, en pure gratuité, pour assurer la présence du Québec à l'extérieur de ses frontières, quand nous ne donnons que \$75,000 — et je parle ici du ministère des Affaires culturelles — pour assurer la présence du Québec dans ce que le député a appelé tout à l'heure la francophonie extérieure. Il ne s'agit donc pas d'un chiffre de \$250,000 par rapport à un chiffre de \$150,000 mais, au contraire, d'un montant de \$75,000 par rapport à un montant de \$150,000.

On peut jouer comme ça, vous le savez, facilement avec les chiffres, et ensuite poser des questions, demander des réponses et lancer dans le public des accusations qui, vous le savez, ont fini par accréditer dans l'esprit de la population que le député de Chambly le premier, — je sais que ce n'est pas son intention, ça ne correspond pas à son désir et à ses volontés — que le député de Chambly, dis-je, et son parti sont férocelement francophobes et qu'ils en ont contre la francophonie extérieure.

Ce n'est pas le but que recherche le député de Chambly. Je sais que ça ne correspond pas à ses idées, à ses intentions, et les propos qu'il tient et le ton qu'il emprunte donnent à penser qu'il entretient à l'endroit de la France, comme à l'endroit des pays francophones, de la francophonie extérieure, des sentiments d'hostilité, et qu'il regretterait que son gouvernement se soit engagé dans ce mouvement de rapprochement avec la francophonie.

Il y a un autre problème aussi que le député n'a pas évoqué, c'est une question de statistiques. Tout à l'heure il a dit: Le gouvernement du Québec consacre \$3 millions à la coopération extérieure, c'est-à-dire aux relations avec

les pays français, les groupes français situés en dehors du Canada. Alors, si on fait un calcul rapide, s'il y a 150 millions de parlants français, de francophones dans le monde, un budget de \$3 millions ne représente pas une dépense per capita très considérable. Cela représente une dépense per capita de \$0.02. Et au Canada, en dehors du Québec, il y a 850,000 personnes qui se disent de langue maternelle française. Alors, un budget de \$150,000 donne une dépense per capita de \$0.10. Alors, vous avez là, évidemment, pour vous faire des statistiques, ou pour jouer au statisticien, des chiffres qui peuvent être présentés de toutes sortes de façons pour créer des effets percutants.

Mais il y a une chose sur laquelle je voudrais insister: Est-ce que le député de Chambly se pose la question que je me pose? Je suis, comme lui, désireux d'aider les minorités francophones, mais dans un cadre nouveau qui sera un cadre d'échanges culturels qu'il nous faut préparer en respectant et l'autonomie des groupes et l'autonomie des gouvernements des autres Etats membres de la fédération. Mais, par exemple, il faut se demander quel est l'effort que les gouvernements des autres Etats membres de la fédération canadienne ont fait et sont disposés à faire pour les groupements francophones de leur territoire. C'est là tout le problème.

Le Québec a, depuis des années et des années, fourni de l'assistance en argent, de l'assistance technique, de l'assistance en professeurs, en énergie humaine, en énergie physique, en énergie financière aux groupements francophones. Nous les assistons encore. Nous les aidons encore, mais je le déclare aujourd'hui: Je suis désireux, comme je l'ai affirmé à maintes et maintes reprises, d'aider les groupements francophones selon les modalités nouvelles, selon les mécanismes d'échanges culturels qui respecteront la volonté de ces groupements et qui nous permettront également d'institutionnaliser à travers tout le Canada les relations culturelles, que ce soit avec les francophones ou avec les anglophones, en mettant évidemment l'accent sur les francophones qui sont plus près de nous. Puisqu'on veut mon sentiment bien net, et je suis sûr qu'en dehors de toute question partisane, le député de Chambly ferait la même déclaration: dans quelle mesure le député de Chambly se sent-il solidaire des groupements francophones des pays en dehors du territoire du Québec? Il se sent solidaire de la même façon que moi. J'en suis sûr. Ce sont des frères par l'histoire, par le sang, par la langue, par la culture. Mais ce sont des citoyens qui vivent en dehors de notre territoire, de nos frontières, qui désirent vivre indépendamment du Québec,

qui désirent vivre comme des citoyens à part entière, pleinement intégrés dans le milieu qui est le leur et qui est différent du nôtre.

Ce sont des citoyens qui n'accepteraient pas plus d'être Québécois que nous, nous n'acceptons d'être Français de France. Nous avons avec la France toutes les affinités qu'on connaît. Seulement, il n'y a pas un Québécois qui déclarerait qu'il veut être un Français de France, pas plus qu'un Ontarien, un Franco-Ontarien, un Franco-Manitobain ne déclarerait qu'il est désireux de devenir un Québécois du Québec ou un Canadien français du Québec.

Alors, le problème — on dit qu'il y a eu diminution du budget — je crois qu'il y a eu tout simplement changement, il y a eu réaménagement des postes. Il y a les trois postes dont je parlais tout à l'heure. On a reporté évidemment tout ce réaménagement au poste traitements, voyages, etc. D'autre part, le bulletin Québec-Amérique, au poste publications, nous le publions au ministère par le service de photocopie, de sorte que nous n'avons pas à payer de frais d'impression, ce qui explique qu'on l'a diminué tout simplement. Cela ne réduit en rien la périodicité du bulletin.

M. LAPORTE: Le ministre aurait tort de ne pas succomber à ce désir d'adresser la parole ou même de se faire violent, parce que, quand il décide de s'expliquer, il lui arrive de dire des choses intéressantes. Tout est question d'optique dans ce que nous discutons actuellement. Le ministre, en nous mettant des nuances précises, a dit qu'il y a danger que le parti libéral du Québec, le gouvernement qui a été le concepteur, l'initiateur des relations culturelles avec la France, ne soit taxé de francophobie.

Disons que c'est un risque avec lequel nous n'allons pas nous habituer à vivre, mais qui est présent. J'en conviens. Cela ne veut pas dire que cette impression pourrait être justifiée. Cela ne veut pas dire non plus que des gens intéressés pour des motifs autres que des relations culturelles avec la France pourraient contribuer à la propager. Nous avons été, dans ce domaine, les initiateurs, et je n'en dirai pas plus.

Il y a toutefois une autre dimension qui devrait inquiéter le ministre des Affaires culturelles, puisque je conviens que, sur ce plan, nous partageons essentiellement les mêmes sentiments. Cette dimension autre, qui ne peut pas ne pas inquiéter un homme qui croit aux relations avec la France, qui croit qu'entre le Québec français et la France, en particulier, doivent s'établir non seulement des relations normales, mais des relations privilégiées, cela ne

peut pas ne pas inquiéter, dis-je, de voir se développer au Québec une francophobie je ne dirai pas galopante, mais plus rapide qu'on ne peut se l'imaginer parfois.

Je dis au ministre que nous avons été des pionniers dans ce domaine et que la presque totalité des gens ont jugé qu'il était normal que nous décidions d'entrer dans le champ des relations culturelles avec la France, la plupart des gens ont trouvé normal que nous signions une entente, que nous prévoyions dans les budgets des montants pour que ces ententes vivent.

Mais — et là il est difficile de trouver des mots qui ne dépassent pas la pensée — il y a de plus en plus de gens qui condamnent ce qu'ils croient être un abus sur deux plans. Premièrement, abus quant au budget. Quand nous avons, dans la province de Québec — et c'est tellement facile de faire de la démagogie sur ce plan-là que des personnes ne s'en privent pas — tous les problèmes économiques que nous connaissons, il est difficile de faire comprendre à cette même population que nous avons \$3 millions à consacrer à la francophonie extérieure.

En outre...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Tenez-vous compte là-dedans de la question de réciprocité?

M. LAPORTE: Je ne tiens pas compte de vos 150 millions de francophones, parce que je trouve que c'est absolument enfantin.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Non, mais tenez-vous compte de la réciprocité?

M. LAPORTE: J'en discuterais, mais tenons pour acquis que c'est réciproque. Si la France décidait de voter un budget de \$25 millions au Québec pour des raisons que nous pourrions discuter, le gouvernement du Québec déciderait-il de voter \$25 millions parce que c'est réciproque ou ne dirait-il pas: Il y a des choses que nous ne saurions faire parce que nous n'en avons pas les moyens? Alors, je discuterais de l'ordre de grandeur, premièrement, dans les circonstances actuelles.

Le ministre des Finances nous dit, vingt fois par année: Budget d'austérité, année très dure. Or, on a \$3 millions pour la francophonie. Je vous dis que ce n'est pas compris, et je trouve personnellement que c'est exagéré.

Deuxièmement, ce que les gens reprochent sévèrement au gouvernement actuel, c'est la manière. Nous avons, nous, signé des accords, mais en respectant la présence de notre pays. Si le Canada, c'est l'adversaire, c'est l'ennemi qu'on ne veut jamais dépeindre tout à fait de

cette façon; si on établit dans la façon de créer des relations avec la francophonie que l'empêchement de danser en rond, celui qu'il faut abattre, c'est le gouvernement de son pays, il y a des gens qui ne marchent plus.

Ce qui s'est passé à Paris, ce qui s'est passé au Congo, ce qui s'est passé ailleurs a contribué malheureusement à rendre les relations du Québec avec la francophonie inacceptables pour un très grand nombre de personnes. Je disais récemment — et ce que je dis ici en cette Chambre, je l'ai dit au ministre français, M. de Lipkowski, je l'ai dit à l'attaché français — je ne sais plus de quel service — que j'ai rencontré à Montréal: Moi, qui crois être un authentique ami de la France et qui l'ai prouvé, je l'espère, quand j'étais ministre, je suis profondément inquiet parce que je commence à comprendre — qu'on me fasse grâce, là, de toute allusion politique, je pense que nous parlons d'un sujet assez sérieux — que, si nous reprenions le pouvoir, l'une des premières tâches que nous devrions envisager serait de débarrasser la province de Québec de cette vague de francophobie que nous connaissons actuellement.

Est-ce le parti libéral qui a créé cet état d'esprit ou si le gouvernement actuel ne doit pas s'interroger très sérieusement et se demander si un certain voyage — dont je ne peux pas parler parce que ça ne relève pas de votre budget, mais dont je parlerai plus tard — n'a pas contribué par ses excès à créer ce climat que je regrette, mais qui existe?

Le parti libéral reste absolument attaché à ces relations culturelles avec la France. Il en a fait non seulement un objet de son programme, mais en fait c'est lui qui a signé.

Puis-je, au chapitre des comparaisons, dire la manière? Je me souviens que lorsque je discutais avec l'ambassade de France du texte de l'entente, de nombreux journalistes sont venus me voir pour me dire: Avez-vous consulté le gouvernement du Canada? Je leur ai dit: Messieurs, j'ai le choix probablement entre deux choses; j'ai le choix entre signer une entente avec le gouvernement français et celui de faire une belle querelle avec le gouvernement d'Ottawa. J'ai choisi de signer l'entente. Alors, la veille, l'avant-veille, durant les quelques heures qui ont précédé, vous avez vu M. le ministre des Affaires extérieures du Canada, l'honorable Paul Martin, signer avec l'ambassadeur de France un accord-cadre autorisant toutes les provinces du Canada à signer des ententes culturelles avec la France, et quarante-huit heures plus tard, très solennellement, ici au Conseil législatif, nous avons signé une entente.

Qu'est-ce que cela a enlevé à la province de

Québec? La manière. Nous avons respecté la présence de notre pays et nous avons atteint l'objectif que nous voulions atteindre; signer une entente. Le ministre des Affaires culturelles va constater d'ici peut-être un an ou deux que, grâce à cet accord-cadre, l'Ontario va signer une entente culturelle avec la France, aidant directement à ce moment-là les 70,000 parlants français de Toronto et ceux de tout le reste de la province de l'Ontario.

Nous aurons alors compris que nous aurons rendu service non seulement au Québec, mais à une province-soeur où nous avons de plus en plus des nôtres.

Une question que m'a posée le ministre: Quels sont personnellement les liens qui m'attachent aux francophones du Canada? Ceux qu'a décrits le ministre, sans doute, mais ceux qui sont également le fruit de mon expérience personnelle. Il est arrivé, c'est ce qui explique en grande partie l'attention que j'ai toujours portée à cette question, qu'étant journaliste au Devoir, j'ai été appelé à fréquenter très activement tous les groupes français du Canada et des États-Unis. J'ai constaté que ces gens-là sans doute ne demandaient la charité à personne, mais qu'ils voulaient deux choses. Ils voulaient que le Québec soit fort et, deuxièmement, ils voulaient que des liens culturels permanents s'établissent avec le Québec.

Vous voyez actuellement au Nouveau-Brunswick, en Ontario, dans l'Ouest canadien, en Colombie-Britannique, que les groupes français ont relevé la tête. Mais si nous avions l'occasion de questionner le directeur du Canada français d'outre-frontières, je pense qu'il serait d'accord pour dire que c'est une évolution absolument inouïe par rapport à la situation qui existait il y a quinze ou vingt ans quand l'on nous disait fréquemment, chez nos amis franco-canadiens des autres provinces: Faites le silence, laissez-nous régler nos petits problèmes.

On avait l'impression que ces gens-là étaient en route vers la perte de leur langue et de leur culture et qu'ils s'en accommodaient fort bien. Or, la situation est complètement renversée. Vous avez aujourd'hui la contestation du français au Canada par les parlants français. On conteste, et ceci est certainement pour la francophonie l'un des fruits fort intéressants de ce qui s'est passé et du brassage d'idées et de choses qui a eu lieu dans la province de Québec de 1960 jusqu'à aujourd'hui, pour ne pas être politique.

Alors, ce qui m'attache à ces gens-là, c'est ce qui fait que je suis Canadien français. Si j'avais à choisir entre des relations — chose

qui ne se produira jamais, je l'espère — avec le francophonie extérieure, la France exceptée, et la francophonie intérieure, c'est-à-dire nos compatriotes canadiens, je n'aurais aucune hésitation parce que, de la même façon — on nous l'a enseigné quand nous étions petits — que le patriotisme commence dans sa paroisse, dans son village, ensuite dans son comté, je pense que notre premier souci devrait être pour nos compatriotes canadiens-français. Et je vais rendre au ministre le compliment qu'il a servi au parti libéral, au départ, en disant que, même si telle n'est pas notre façon de penser ou de voir, il est à craindre que nous ne donnions l'impression d'être violemment francophones. Je dis au ministre que ses déclarations — mon Dieu, que c'est ambigu! — donnent à un certain public l'impression que toute son amitié va à la francophonie extérieure et que l'autre — c'est clair qu'il y attache une certaine importance sentimentale — pour lui, c'est très secondaire. C'est une impression très certainement fausse, mais je l'ai recueillie dans bien des écrits, chez bien des gens.

Ne serait-ce que par la façon dont il aborde ces problèmes, il est évident que nos amis canadiens-français de l'Ontario, nos amis du Manitoba ou du Nouveau-Brunswick n'ont pas, pour des raisons évidentes, envers le gouvernement fédéral, la même réaction que nous et le ministre semble malheureusement leur en tenir rigueur. Je pourrais ici — mais pourquoi prolonger inutilement? — citer un éditorial fort bien fait de M. Fulgence Charpentier, dans le *Droit*, qui disait au ministre : Pourquoi nous faire opprobre de ce que nous sommes? Pourquoi ne pas nous aider, sans arrière-pensée, en établissant des liens culturels permanents?

Or, M. le Président, le parti libéral du Québec n'est pas francophone. Le parti libéral du Québec a été le premier qui ait créé des relations structurées avec la France. Le parti libéral du Québec reproche au gouvernement actuel d'avoir exagéré dans ce domaine et d'avoir agi de façon à amoindrir l'image que l'on se fait de notre propre pays à nous. Mais le parti libéral du Québec reproche au gouvernement de l'Union Nationale de ne pas faire preuve, quant à ses relations avec les parlants français du Canada, d'un souci qui établirait que ces gens-là lui sont chers plus que superficiellement.

Alors, sur ces choses, personnellement je n'ai pas d'objection, à moins que mes collègues n'aient d'autres questions, à ce que le poste no 3 soit voté en entier.

M. LE PRESIDENT: (M. Bousquet): Alors, poste 3 adopté.

M. LAPORTE: Oui.

M. LE PRESIDENT: (M. BOUSQUET): Poste 4: Direction générale des arts et des lettres.

M. LAPORTE: Article 1 adopté.

M. LE PRESIDENT (M. Bousquet): Article 1 adopté. Musée du Québec?

M. LAPORTE: Sur le musée du Québec, je n'ai qu'une question à poser et le ministre la prévoit déjà. Achats d'oeuvres d'art et autres objets: \$327,000 pour 68/69; \$80,000 pour cette année.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'est très facile à comprendre. Je déplore, avec le député de Chambly, que nous n'ayons pas des budgets très considérables à consacrer aux achats. Il y a, toutefois, un progrès très important depuis quelques années. Je ne sais pas si le député de Chambly se rappelle l'attitude de certaines gens qui trouvaient très étrange que l'on s'appliquât à recueillir les vieilles planches dans le Québec. Petit à petit, nous avons constitué le musée et nous essayons d'augmenter les montants consacrés aux achats. Or, l'an dernier, nous avons consacré un montant de \$327,000. De ce montant, \$255,000 ont été pris pour payer une collection extrêmement importante, pour laquelle nous avons négocié: la collection Coverdale qui était la grande collection de meubles, d'objets d'artisanat domestique, d'art indien, etc, enfin une collection immense.

L'échantillonnage n'est pas complété parce qu'il y a des petits et des gros objets. Grosso modo, c'est une collection d'environ 5,000 pièces importantes. Cela ira probablement à 7,000 pièces, lorsque nous aurons inventorié toutes les pointes de flèches et tous les petits objets qui font partie de cette collection d'art indien. C'est ce qui explique la différence considérable du budget à ce poste des achats du musée. Nous avions, l'année passée, consacré \$72,000 pour les achats. Cette année, nous consacrerons \$80,000.

M. LAPORTE: Dois-je comprendre qu'avait été utilisée du budget de \$327,000 de l'an dernier une petite partie seulement.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Non. Tout a été utilisé.

M. LAPORTE: Alors, je n'ai pas saisi la phrase précédente quand vous avez donné deux chiffres. L'an dernier, vous avez...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Nous avons consacré \$255,000 à l'achat de la collection Coverdale, plus \$72,000 de budget d'acquisitions ordinaires.

M. LAPORTE: Il reste que \$80,000 est le plus petit montant prévu — mon Dieu, je ne dirai pas de mémoire d'homme, mais de mémoire des budgets que j'ai devant moi: 65/66, \$166,000; 66/67, \$193,000; 67/68, achat d'oeuvres \$77,000...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Les budgets étaient groupés à ce moment-là.

M. LAPORTE: ... 68/69, \$327,000. M. le Président, disons que je trouve qu'une province qui décide de rebaptiser son musée, Musée du Québec, ce que je trouve très bien, une province qui a un budget qui est de l'ordre — le chiffre est assez gros que je l'oublie moi-même — de \$3,374,940,100 devrait trouver les ressources nécessaires pour consacrer à l'achat d'oeuvres d'art pour son principal musée — qui soit dit en passant est d'une qualité intéressante — devrait trouver, dis-je, plus que \$80,000.

Comme nous n'allons pas changer le poste par cette discussion, disons que mon regret étant enregistré, j'espère...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Il est partagé. Très largement, parce...

M. LAPORTE: Oui, je sais, mais hélas! ça n'améliore rien. Même quand nous sommes d'accord, ça n'améliore pas la situation.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Non. Non, parce qu'on ne peut pas donner plus d'argent qu'on en retire des contribuables. Et...

M. LAPORTE: Oui, disons que...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): ... si on établissait une priorité en discutant avec les contribuables du Québec, je pense qu'on aurait du mal à leur faire accepter qu'on consacre plus d'argent à ce poste-là plutôt qu'à la Famille, à l'Éducation, ou à la Santé, à la Voirie...

M. LAPORTE: Si le poste 3 n'était pas déjà adopté, j'aurais des commentaires, mais je m'en abstiens.

M. LE PRÉSIDENT (M. Bousquet): Musée d'art contemporain, adopté?

M. LAPORTE: Un instant. Est-ce que l'im-

meuble — je pense que la réponse est affirmative — appartient au Québec?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Oui, oui, l'immeuble appartient au Québec.

M. LAPORTE: A la suite d'une entente qui avait été faite pendant l'Expo, si nous consentions à verser une certaine somme d'argent...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Pendant l'Expo, cela a été négocié par le ministère de l'Industrie et Commerce.

M. LAPORTE: Est-ce que le nombre de visiteurs, à cause de l'endroit où est situé le Musée, a varié de quelque façon par rapport à l'année de l'Expo?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Oui. Il faut être très réaliste. Il y a eu une chute, au départ, dans la fréquentation du musée. D'abord, il y avait un problème de communication et il y a eu une chute. Mais, petit à petit, selon ce que me dit le directeur du musée, la fréquentation du musée s'améliore et il semble bien qu'on pourra, à mesure que les gens se seront familiarisés avec les lieux, augmenter considérablement l'indice de fréquentation du musée.

Ensuite, les vernissages attirent une très grosse clientèle. Les gens y viennent en grand nombre. C'est la publicité, mais au début, il y a eu une chute.

M. LAPORTE: Est-ce que le ministère ou le ministère des Travaux publics — je ne sais trop — a été obligé de faire certaines améliorations à l'immeuble?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Non.

M. LAPORTE: Il peut se conserver.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Oui.

M. LAPORTE: C'était un immeuble permanent?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): L'immeuble est bâti de façon permanente. Il est considéré par les spécialistes en muséologie comme un des très beaux musées, très perfectionné du point de vue de l'immeuble.

M. LAPORTE: Je n'ai pas d'objection à ce qu'on adopte les postes 4 et 5.

M. LE PRÉSIDENT (M. Bousquet): Poste 4, adopté. Poste 5, adopté. Poste 6?

M. LAPORTE: Disons que ça nous amènerait au poste 6 à la reprise à huit heures et quart, c'est-à-dire: Direction générale de la diffusion de la culture.

M. LE PRESIDENT (M. Bousquet): Alors, il est six heures, nous ajournons à huit heures et quart.

### Reprise de la séance à 20 h 15

M. PICARD (Dorchester): (président du comité des subsides): A l'ordre, messieurs! Poste 6.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Nous en étions au poste 6. J'ai causé tout à l'heure avec le député de Chambly et nous nous étions entendus officieusement pour qu'il m'indique les articles que nous pourrions adopter tout de suite ou au sujet desquels il n'y aura pas de questions spéciales à poser.

M. LAPORTE: A moins que des collègues n'aient des questions, poste 7, articles 2 et 3.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Poste 7, articles 2 et 3, cela va. Adopté, M. le Président.

M. LE PRESIDENT (M. Picard, Dorchester): Adopté.

M. LAPORTE: Poste 8, articles 2 et 3.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Adopté.

M. LE PRESIDENT (M. Picard, Dorchester): Adopté.

M. LAPORTE: Poste 10.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Poste 10, adopté.

M. LE PRESIDENT (M. Picard, Dorchester): Adopté.

M. LAPORTE: Voilà ce qui pourrait être adopté pour l'Instant.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Nous en sommes donc au poste 6, direction générale de la diffusion de la culture. Poste 6, adopté?

M. LAPORTE: Je sais que le député de Jonquière...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Si le député de Chambly veut me donner un petit moment avant qu'il commence, Je voudrais, avec votre permission, M. le Président, puisque nous en sommes à ce chapitre de la direction générale de la diffusion de la culture, vous indiquer que M. André Giroux, qui assumait jusqu'à ces derniers jours la direction générale de la diffusion de la culture, l'assume encore momentanément, mais qu'il est devenu, par la grâce

de Dieu, sous-ministre adjoint au ministère des Affaires culturelles.

M. LAPORTE: C'est une des rares occasions où je suis tenté de remercier le dieu qui est devant moi, même si c'est un demi-dieu, à mon avis. C'est une excellente nomination.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Merci.

M. LAPORTE: Si M. Giroux n'était pas en Chambre, j'en dirais bien davantage.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Poste 6, adopté?

M. LAPORTE: Avez-vous remplacé M. Giroux à la direction générale de la diffusion de la culture?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Non, pas encore parce que sa nomination est toute récente. Il assume, pour l'instant encore, la direction générale.

Il en est responsable, mais cette décision sera prise incessamment.

M. LAPORTE: Ceci nous laisse-t-il imaginer qu'avant bien longtemps M. Raymond Morissette sera affecté aux Affaires intergouvernementales?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Ah! il se peut que M. Morissette devienne ministre à son tour.

M. LAPORTE: Ministre à son tour! Alors nous serions disposés à discuter de son adhésion au parti qui est susceptible de prendre le pouvoir.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Ah! c'est un bon catholique mais je ne connais pas ses allégeances politiques.

M. LAPORTE: Je sais que mon collègue...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Mes fonctionnaires n'ont pas d'allégeance politique.

M. LAPORTE: Non, il n'a pas d'allégeance politique. M. le député de Jonquière?

M. HARVEY: N'est-ce pas à cet article qu'on doit parler des subventions versées par le ministère des Affaires culturelles aux centres culturels régionaux?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): On pourra en parler au poste général des subventions.

M. HARVEY: Au poste général des subventions, à l'article?...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): A l'article 12.

M. HARVEY: A l'article 12, très bien j'y reviendrai.

M. LAPORTE: M. le Président, vous reprenez votre nervosité qui vous sied si mal,

M. LE PRÉSIDENT (M. Bousquet): Ce n'est pas de la nervosité, ce n'est qu'un masque.

M. LAPORTE: Cela vous va mieux. J'aime mieux le masque. M. le Président, la réponse vaudrait-elle également pour moi?

M. LE PRÉSIDENT (M. Bousquet): Oui, oui.

M. LAPORTE: Je voudrais discuter des centres culturels, et vous dites que c'est à l'article 12.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Oui.

M. LAPORTE: Je voudrais vous parler d'un organisme dont le nom au moins doit vous être familier: la Fédération des centres culturels de la province de Québec Inc. C'est à cet article, je pense. Je me permets de rappeler à cette Chambre que la Fédération des centres culturels a été incorporée le 7 juillet 1967. Comme ce sont des choses que la plupart des gens avec qui je vais faire la conversation ce soir connaissent, je n'insiste pas.

Trois problèmes se posent. Le premier problème, à mon avis, je m'excuse de mon style d'éditorialiste, j'aime à sérier les problèmes.

M. LE PRÉSIDENT (M. Bousquet): Attention.

M. LAPORTE: M. le Président, devons-nous faire une motion?

Alors, il y a trois problèmes, à mon avis, que nous pourrions étudier devant cette Chambre.

Premièrement, quelle est la place que doit occuper, dans la province de Québec, la Fédération des centres culturels, non pas la place que, moi, j'imagine que doivent occuper ces centres culturels ou cette fédération, mais ce que le ministre en pense?

Deuxièmement, l'aide pécuniaire que le ministre ou le ministère devrait ou ne devrait pas accorder à la Fédération des centres culturels, avec, comme corollaire, que deviendra la Fédération des centres culturels, si le ministère lui refuse toute assistance?

Et le troisième problème, qui m'apparaît



très délicat, mais que l'on doit quand même aborder: l'exclusive décrétée par le ministre quant aux relations que doit avoir la Fédération des centres culturels pour l'aide qu'elle espère obtenir.

Si je puis me permettre de commencer par le dernier point, le ministre, après avoir refusé le budget soumis par la fédération, a dit à la fédération que l'une des conditions pour que l'on puisse discuter de la possibilité qu'elle reçoive une subvention était qu'elle ne s'adresse à personne autre qu'au ministère des Affaires culturelles du Québec.

Il est évident que, dans ce problème, le ministre a tenté de jouer sur deux tableaux. La fédération ne lui coûtera pas très cher, puisqu'il a refusé de lui accorder la subvention demandée.

Deuxièmement, il a profité de l'occasion pour réaffirmer, à la manière du député de Montcalm, c'est-à-dire avec beaucoup de pompe et d'éclat, le caractère irrémédiablement autonomiste du gouvernement de l'Union Nationale, suivi, comme d'habitude, d'un désir soudain de négociation avec le gouvernement fédéral, avec la possibilité toujours présente d'une capitulation sans condition.

M. le Président, l'an dernier, la Fédération des centres culturels avait obtenu du ministère des Affaires culturelles une subvention de l'ordre de \$50,000. Cette subvention a servi, je pense, les fins poursuivies par la Fédération des centres culturels, parce qu'elle a fait un travail très considérable. Parmi les activités du programme 68/69, il y avait des expositions, des reproductions de peintures; le cours d'eau dans l'art; la religion comme inspiration de l'art; des gravures; des concerts de musique, de chant; des spectacles de toute nature et de tous ordres.

Il faut bien comprendre que ces spectacles étaient offerts à une multitude de centres culturels ou de maisons dites centres culturels dans la province de Québec. Je me permets une énumération complète de ces centres pour bien faire comprendre à cette Chambre combien la Fédération des centres culturels pénétrait tous les coins du Québec. Voici la liste de ces membres:

Service des parcs et de la récréation d'Alma; centre culturel d'Amos; centre culturel d'Amqui; centre culturel de Beauceville; les festivals folkloriques de Baie Saint-Paul; centre culturel de Beloeil; centre culturel de Black Lake; centre culturel de Bonaventure; centre d'art de Boucherville; centre culturel de Cap-Chat; centre culturel Georges-P. Vanier de Châteauguay-Centre; centre culturel de la Côte de Beaupré; comité des affaires culturelles de

Chibougamau; centre culturel de l'auditorium Dufour de Chicoutimi; centre culturel de Dorval; Caisse populaire de Saint-Frédéric de Drummondville; centre culturel et sportif de Drummondville; centre culturel et sportif de Farnham; la Boutique des arts de Gatineau, bibliothèque municipale de Hull; centre culturel du Nord de l'Outaouais; centre culturel Henry-Desjardins de Hull; centre culturel et récréatif des Îles-de-la-Madeleine; le Cabastran de Joliette; centre culturel de Jonquière; centre d'art d'Argenteuil; centre Monseigneur-Bonin de Lac Mégantic; centre culturel de La Pocatière; conseil des arts de LaSarre; centre culturel de Longueuil; centre culturel confédératif de Mistassini; centre culturel populaire Le Patriote de Montréal; conseil des arts de Plessisville; centre culturel Stewart Hall de Pointe-Claire; les Compagnons de l'art de Rimouski. La Société des arts du Bas Saint-Laurent et de Rimouski; Centre culturel Foyer-patro de Rivière-du-Loup; Service de la récréation de Rouyn; le Séminaire de Saint-Hyacinthe; la bibliothèque du Collège militaire de Saint-Jean; le Service municipal des loisirs sportifs et culturels de Schéfferville; le Centre culturel de Senneterre; la Société culturelle de Sept-Îles; la Bibliothèque municipale de Saint-Félicien; l'Association culturelle Pile ou Face de La Mauricie; le Centre culturel de Shawinigan; le Salon des arts de Shawinigan; le Centre artistique de l'université de Sherbrooke; le Centre d'art de Sorel; la Société artistique de Thetford-les-Mines; le Centre culturel de Trois-Pistoles; le Service des bibliothèques de La Mauricie; le Centre culturel de la cité des Trois-Rivières; le Centre culturel de la cité des jeunes de Vaudreuil; de Val-d'Or; de Verdun; le Centre d'art de Victoriaville; le Centre culturel et sportif Ville-Marie; le Centre récréatif de la ville de Mont-Royal.

M. le Président, vous constatez, par cette énumération qui a dû vous passionner, j'en suis convaincu, que très nombreux sont les centres culturels grands, petits et moyens qui sont membres de la Fédération des centres culturels de la province de Québec. Que leur offrait-on à titre gracieux, alors que la programmation a été faite par la fédération? Je vous en donne une liste succincte: dix-huit expositions itinérantes, plus de 65 films documentaires et longs métrages, itinéraire de plusieurs manifestations de théâtre, de musique, de chansonniers et de spectacles pour les enfants. C'est l'oeuvre de la Fédération des centres culturels de la province de Québec.

Cette fédération a présenté un budget, il y a un certain nombre de semaines, afin d'organiser les manifestations de l'année 1969-1970. Ce

budget était de l'ordre de \$245,981. C'était un budget fort détaillé qui aurait permis véritablement d'avoir, non seulement sur papier, mais en fait, une politique de déconcentration de la culture. Je ne sais s'il entre dans les projets du ministère des Affaires culturelles d'aider, de quelque façon, la Fédération des centres culturels du Québec, mais une chose est certaine; l'an dernier, cette fédération avait reçu une subvention de l'ordre de \$50,000. Cela devait lui laisser supposer que la subvention pourrait être maintenue et même augmentée dans le budget courant.

Il n'en a rien été.

Le 20 mars 1969, M. Philippe Sauvageau, président de la Fédération des centres culturels, recevait une lettre faisant état d'une rencontre qui avait eu lieu entre les membres du conseil d'administration de la Fédération des centres culturels et quelques hauts fonctionnaires du ministère. L'on annonçait à la Fédération que le ministère en était venu aux conclusions suivantes:

« a) le ministère doit s'occuper de la vie culturelle à l'échelle du Québec et faire en sorte que le plus grand nombre possible de citoyens ait accès aux manifestations de cette vie;

b) le ministère doit assurer le rôle principal de diffusion qui fut jusqu'ici partiellement assuré par divers organismes subventionnés;

c) l'an dernier, le ministère a annoncé sa politique de diffusion culturelle; il est maintenant équipé pour réaliser cette politique et assurer cette diffusion;

d) le ministère tient à définir ses programmes de diffusion en consultation avec les organismes concernés. A cette fin, il crée un comité consultatif de la diffusion qui lui permettra de coordonner son action en fonction des besoins de la population du Québec. »

Vous constaterez, M. le Président, qu'on crée un autre comité consultatif, que le ministère des Affaires culturelles sera bientôt le ministère le plus structuré du Québec et celui, hélas! où l'on constatera que sur bien des plans c'est devenu, à cause de cette « structurite » inouïe, l'un des moins efficaces qui soient. A la lumière de ce qui précède le ministère des Affaires culturelles — je cite la lettre de nouveau — a décidé de ce qui suit:

« Premièrement, le ministère des Affaires culturelles ne peut accorder à la Fédération des centres culturels du Québec la subvention que celle-ci demande pour l'année 69/70.

« Deuxièmement, la Fédération a un rôle important de représentation, d'animation et d'organisation de ses membres. Ce rôle nécessite un secrétariat que le ministère est prêt à

subventionner. De plus, afin de favoriser l'exercice de son rôle de représentation, le ministère invite la Fédération des centres culturels du Québec à participer dès maintenant aux travaux du comité consultatif de la diffusion.

« Il peut arriver, dit encore la lettre, qu'au cours de l'année, vous ayez quelque projet original. Nous serons heureux d'en discuter.

« Quatrièmement, toute subvention ne sera accordée que si la Fédération des centres culturels du Québec accepte expressément que le gouvernement du Québec soit le seul organisme d'Etat à transiger avec elle.

« Et pour bien faire comprendre à ces messieurs de la Fédération qu'il s'agissait de la politique du ministre, la signature du ministre apparaît en date du 20 mars 1969 avec ce mot très bref, très précis et très total: D'accord.

Alors, M. le Président, c'est sur cette lettre...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Déposez le document, M. le Président.

M. LAPORTE: Si vous voulez me le demander, dans quelques mois, quand je serai ministre, avec plaisir. Le règlement m'y obligera, d'ailleurs.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Ah! Ah! Ah!

M. LAPORTE: M. le Président, il y a plusieurs parties de cette lettre que je voudrais discuter. Il s'agit d'une politique du ministère. Je n'ai pas d'objection à ce que le ministère ait annoncé une politique, mais il m'appartient de différer d'opinion sur certains points de cette politique.

Il est bien évident que le ministère doit s'occuper de la vie culturelle à l'échelle du Québec et faire en sorte que le plus grand nombre possible de citoyens aient accès aux manifestations de cette vie. Personne n'hésite à admettre que c'est tout à fait fondé. Mais, puisqu'un organisme comme la Fédération des centres culturels de la province de Québec existe déjà et a déjà, au cours de l'année précédente, réussi à atteindre une très grande partie de la clientèle, je crois qu'on aurait dû accepter de lui faire confiance. Deuxièmement, la fédération... Excusez-moi une seconde.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Voulez-vous déposer vos documents?

M. LAPORTE: Non. Je voudrais discuter de cette autre partie de la lettre qui affirme que le ministère, à l'avenir, décide d'assumer lui-

même, dans toute la mesure où il en est capable, la réalisation de certains programmes: b) « Le ministère doit assurer le rôle principal de diffusion qui fut jusqu'ici partiellement assuré par divers organismes subventionnés. » Je conteste le bien-fondé de cette politique. Le ministère des Affaires culturelles, à mon avis, doit avoir un double rôle: un rôle de promotion, lorsqu'il est le seul à pouvoir exercer une activité ou qu'il est celui qui est en mesure de l'exercer le mieux; il doit également se doter de certains organismes de grand prestige — je pense à une compagnie nationale de théâtre ou à des choses comme ça — et, dans toute la mesure où cela est possible et rentable — je ne dis pas financièrement mais sur le plan de la diffusion de la culture — le ministre a la responsabilité de faire confiance aux organismes qui existent déjà et qui sont en mesure de remplir le rôle qui leur est dévolu par leur charte. Autrement dit, la Fédération des centres culturels du Québec existe depuis bon nombre d'années, 1963, je pense, ou 1964. Elle s'est préparée au rôle qui devait être le sien, c'est-à-dire un rôle de coordination entre les centres culturels et aussi d'animation.

Il m'apparaît faire double emploi et susceptible de décourager des volontés que le ministère vienne, après ces années, se substituer à un organisme déjà existant pour, en somme, faire — disons aussi bien, je ne veux pas en discuter — ce que la Fédération des centres culturels était tout à fait habilitée et disposée à faire.

Comment voulez-vous qu'au Québec, particulièrement dans le domaine de la culture où nous avons besoin de toutes les bonnes volontés, où toutes les énergies qui veulent se déployer devraient pouvoir le faire, comment voulez-vous que l'on suscite des bonnes volontés si après un an ou deux, alors que les gens ont su s'organiser et poser des actes, le ministère vient leur dire: Messieurs, maintenant que vous avez bâti, maintenant que vous avez remporté quelques succès de départ, veuillez vous en retourner chez vous, c'est nous qui allons assumer la succession. La Fédération des centres culturels de la province de Québec — je ne répéterai pas son bilan — groupe déjà un nombre considérable de foyers de la culture. Elle a réussi l'an dernier à présenter, dans un bon nombre de ses centres, des manifestations culturelles d'un intérêt certain, ou d'un certain intérêt, chacun sera libre d'en juger. Je trouve malheureux que le ministère décide de se substituer à cette fédération et de lui donner, en somme, un certificat de mauvaise conduite.

Mais il y a pire. Le gouvernement a dit à

la fédération: En somme nous vous donnons rien, peut-être des miettes. Si vous voulez organiser un secrétariat, nous subventionnerons. Nous ne vous donnerons rien — en réalité, si on compare cela à ce qui était nécessaire, à ce qui était demandé — de plus, nous vous défendons d'aller demander quoi que ce soit à un autre gouvernement. Là, je ne marche plus. Je ne voudrais pas raconter au ministre cette blague que l'on raconte, mais je vais la dire tout de même. C'est le monsieur qui va demander la charité. Il frappe à la porte d'en avant, on lui dit: Monsieur, vous pourriez au moins aller en a r r i è r e . Il est allé en arrière, on lui a dit: Non, nous ne vous donnons rien, monsieur. Il

dit à la dame: Vous auriez pu me donner cela en avant, peut-être, c'eût été moins compliqué.

Qu'on dise à la Fédération des centres culturels: Nous n'avons rien à vous donner et nous vous défendons en même temps d'aller frapper à la porte du ministère fédéral qui s'occupe des choses culturelles, je trouve que c'est à la fois donner un grand coup d'épée dans l'eau et, deuxièmement, que c'est prendre la manière la plus inefficace pour défendre l'autonomie de la province de Québec. Je l'ai dit à plusieurs reprises quand j'étais ministre. Je n'ai pas pu le faire toujours. C'est un principe qui m'apparaît absolument essentiel si la province de Québec veut empêcher le gouvernement d'Ottawa de pénétrer dans des domaines qui sont de notre juridiction. Il est bien insuffisant pour le Québec de dire à Ottawa: Vous ne passerez pas, ou de dire aux sociétés culturelles; Vous n'accepterez pas de subvention d'O t t a w a . Il faut que nous payions la note. Si le ministre des Affaires culturelles avait décidé de subventionner, lui, après enquête, tout ce qu'on voudra, le centre culturel du Vieux Montréal, si le ministre des Affaires culturelles avait dit à la Fédération des centres culturels du Québec: Sans doute que la province de Québec a besoin de vous, sans doute que vous allez admettre, messieurs, que la juridiction en matière culturelle est d'abord québécoise, pour ne pas dire uniquement québécoise; nous allons vous donner tout ce dont vous avez besoin, après discussions avec les services du ministère et compte tenu de nos possibilités.

Le corollaire est tout à fait facile dans ces conditions, messieurs. Vous n'aurez pas besoin d'aller vous adresser à une autre autorité. Si vous le faisiez quand même, vous n'iriez que, pour le superflu, et à ce moment-là nous pourrions évidemment vous condamner de le faire.

Quelle sorte de confiance pouvons-nous avoir dans le gouvernement actuel, dans la lutte perpétuelle pour l'autonomie provinciale? Cette

lutte a commencé, l'année qui a suivi la Confédération, par un retentissant procès à Londres, et elle ne cessera jamais. Quelle confiance peut-on avoir dans le gouvernement actuel qui enflé démesurément la voix sur toutes sortes de problèmes?

Je ne veux pas me référer à un autre débat, je le donne comme exemple de ce que je veux dire. On a enflé démesurément la voix sur un certain parc dans une certaine partie de la province de Québec, et ensuite on a accepté toutes les conditions du gouvernement fédéral, à quelques virgules près. L'on a dit à la Fédération des centres culturels: Nous vous défendons d'accepter des subventions de qui que ce soit, ou d'autre Etat que l'Etat du Québec. Pendant la même période, on a parlé encore avec plus d'emphase du gouvernement d'Ottawa qui envahissait un domaine de juridiction provinciale, mais quelques jours plus tard on rencontrait le ministre secrétaire d'Etat à Ottawa. Et, après tout ce battage de publicité, on a finalement conclu qu'il y avait lieu de discuter, et il n'est pas impossible que le ministre des Affaires culturelles de la province de Québec passe des ententes avec M. Gérard Pelletier.

Il n'est pas interdit de penser que la Fédération des centres culturels de la province de Québec s'est vu refuser le droit d'aller à Ottawa, mais que le ministre lui-même va y aller et va signer l'accord. C'est un gouvernement qui, dans ce domaine-là, n'en serait pas à une capitulation près. Que peut-on souhaiter de la part du ministre des Affaires culturelles? Qu'il évite à l'avenir de faire des déclarations — qui lui valent évidemment une publicité considérable qui le font passer au Québec pour l'un des plus grands autonomistes que nous ayons connu chez nous — qui se terminent, comme d'habitude, dans les antichambres des ministres fédéraux.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Beaucoup d'imagination ce soir.

M. LAPORTE: Le ministre, sur le problème de la juridiction en matière culturelle, je pense qu'il est en train d'évoluer...

UNE VOIX: Vous êtes optimiste.

M. LAPORTE: Si vous voulez, est-ce que j'ai eu des paroles non parlementaires? J'ai dit: je pense; cela ne vous étonnera pas, M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT (M. Bousquet): Al'ordre!

M. LAPORTE: Je voudrais que le ministre

des Affaires culturelles s'inspire, en matière de relations fédérales-provinciales, de deux principes fondamentaux. Si le ministre veut qu'Ottawa cesse d'occuper le terrain, de pénétrer dans ce champ qui, dit-on, est de notre juridiction, il devra, lui, l'occuper en entier et cesser de répéter aux compagnies de théâtre de Québec, aux centres culturels de la province de Québec — je pourrais seulement sur ce dossier parler pendant longtemps — cesser de dire à tout le monde: Nous sommes à restructurer.

Nous sommes à définir nos politiques; bientôt, vous saurez ce que nous ferons.

Qu'est-il arrivé à l'Estoc à Québec? Qu'est-il arrivé à d'autres compagnies de théâtre, qui naturellement vont se tourner du côté du gouvernement fédéral qui donne plus d'argent et pose infiniment moins de questions?

C'est un de ces domaines où les besoins sont considérables, où le ministre des Affaires culturelles — je le dis, mon Dieu Seigneur, en choisissant bien mes mots; c'est certainement parlementaire — qui est *prima donna*, qui a des sautes d'humeur, j'en sais quelque chose personnellement...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Jamais!

M. LAPORTE: Jamais, jamais, jamais!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Toujours de bonne humeur.

M. LAPORTE: Au Jour de l'an, je vous envoie un miroir.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Envoyez-m'en un beau.

M. CADIEUX: Cela ne vous corrigera pas.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'est parce que je le retournerais au chef de l'Opposition.

M. LAPORTE: Ah mon Dieu, oui!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Moi, je n'ai pas le moyen de le lui payer.

M. LE PRÉSIDENT (M. Bousquet): Nous ne sommes pas au palais des glaces.

M. LAPORTE: Merci, M. le Président, vous êtes d'une rigueur bienveillante.

Alors, pour ne pas éterniser cette première partie, je vais poser des questions au ministre. Il en a déjà trois. J'ai vu son sous-ministre, qui a une plume très alerte, prendre des notes

pendant que j'énumérais les trois sujets que je voulais aborder.

Je voudrais savoir pourquoi la Fédération des centres culturels n'a pas reçu cette année une partie de la subvention qu'elle espérait recevoir, ce qui a détruit la plupart de ses espoirs — qui l'a directement orientée vers le gouvernement fédéral. Remarquez que je n'en ai pas la moindre idée pour l'instant, je ne le sais pas, mais il n'est pas impossible, malheureusement, que le gouvernement fédéral s'empresse de subventionner la Fédération des centres culturels de la province de Québec, ce qui permettra peut-être au ministre une grande déclaration indignée et qui nous aura fait perdre une autre petite portion de cette autonomie provinciale qui vous semble si chère, du moins en paroles.

Deuxièmement, je voudrais bien que le ministre nous donne son opinion sur la présence du gouvernement d'Ottawa dans les affaires culturelles et nous dise quels sont, à son avis, les meilleurs moyens de régler ce problème, si tant est que le ministre croit qu'il y a là un problème.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le discours du député de Chambly. Je ne pourrais pas, toutefois, lui faire le compliment qu'il m'a fait tout à l'heure, à savoir qu'il est une *prima donna*. S'il en est une, disons qu'il est un peu fatigué ce soir. Il n'est pas particulièrement en voix et il aurait besoin du support d'un orchestre important avant de nous chanter les grands airs.

M. LAPORTE: Avec le genre de subvention que vous donnez, je n'aurai certainement pas d'orchestre.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Attendez, on donne des bourses d'aide à la création. Des bourses de perfectionnement sont actuellement en instance.

Le député de Chambly attendait, je pense, avec une certaine impatience, avec une certaine fébrilité, le moment où il allait enfin parler de cette pseudo-dispute qui existerait entre le ministère des Affaires culturelles et la Fédération des centres culturels.

Il a apporté dans le débat des éléments incomplets, il a posé des questions et — je reviens à mon exemple — il nous a fait un éditorial, un peu écourté, toutefois, qui n'avait ni la virulence, ni la truculence de ceux qu'il avait coutume d'écrire quand il était journaliste au Devoir.

Mais, enfin, on ne peut pas toujours être égal à soi-même et, je comprends que, l'âge aidant,

le député est moins alerte. Mais enfin, revenons...

M. LAPORTE: Subventionnez-vous les béquilles à votre ministère?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Revenons au propos qui nous intéresse, la Fédération des centres culturels, pour répondre à une question du député de Chambly. Il m'a demandé: Avez-vous l'intention de subventionner la Fédération des centres culturels? M. le Président, la réponse est oui. Nous avons déclaré que nous étions prêts à mettre à la disposition des centres culturels une somme d'argent qui reste à déterminer et qui permettra à cette fédération de maintenir son secrétariat, lequel secrétariat lui permettra ensuite de jouer son rôle, qui est un rôle d'animateur dans les différentes régions du Québec que regroupe la Fédération des centres culturels, par le truchement de ses divers membres.

L'on nous a demandé une subvention. On nous a demandé d'octroyer un montant de \$246,000 pour, disait-on, permettre à la Fédération des centres culturels du Québec de mener son expérience de diffusion et de s'occuper activement d'alimenter les divers centres culturels. Or, le montant de cette demande de subvention est aussi élevé en lui-même que le budget total du ministère des Affaires culturelles au titre de la diffusion de la culture. La demande des centres culturels ne pouvait donc être agréée.

C'est alors que l'on nous a laissé entendre que si le ministère des Affaires culturelles ne consentait pas à verser cette subvention qu'on lui demandait, on pourrait aller ailleurs. Ailleurs, cela voulait dire du côté d'Ottawa, cela voulait dire du côté d'autres pays peut-être, si bien que nous avons dû évidemment prévenir et les autorités d'Ottawa et les autorités du Consulat de France de notre intention d'assumer cette responsabilité de la diffusion de la culture, pour une raison pratique d'abord. Et, si je reviens à ce qu'a dit le député de Chambly, savoir que la Fédération des centres culturels a présenté à tous ses membres, à tous les membres qu'elle regroupe, un programme de diffusion et d'animation qu'a évoqué tout à l'heure le député de Chambly, se fiant en cela à une petite brochure qui ne donne aucun détail, mais qui ne tient pas compte du programme qu'avait préparé la Fédération des centres culturels pour l'année 68/69, programme qui n'a pas été réalisé.

D'autre part, le député sait très bien — il a été ministre, à moins que je ne m'abuse, il a été ministre de deux ministères — il sait très

bien que pour qu'un organisme subventionné soit reconduit en ses droits ou reçoive une nouvelle subvention, il faut qu'il nous présente un rapport moral et un rapport financier. Un rapport moral, ça veut dire évidemment une sorte de bilan de ses activités, en même temps que des indications sur son orientation et que, d'autre part, il doit aussi nous présenter un rapport financier.

Or, le directeur général de la diffusion de la culture, M. André Giroux, écrivait le 10 avril dernier à M. Philippe Sauvageau, président de la Fédération des centres culturels, en lui demandant de présenter son bilan, de présenter l'état détaillé des activités de la fédération pour lesquelles le ministère avait accordé une subvention de \$50,000.

Il demandait, en même temps, d'indiquer ce qui avait été réalisé au cours de l'exercice 68/69 du programme que la Fédération des centres culturels nous avait présenté. Nous n'avons pas encore reçu ce rapport. Il ne nous est donc pas possible de procéder à l'octroi d'une nouvelle subvention ni même de donner une subvention qui permettrait d'établir le secrétariat de la Fédération des centres culturels, tant et aussi longtemps que nous n'aurons pas les états financiers de la fédération et que l'on ne nous aura pas indiqué, de façon très nette, claire et détaillée, comme on le demande de tous les organismes que nous subventionnons, un état financier de son activité et de l'utilisation des fonds que nous avons mis à sa disposition.

Ce n'est pas un déni de confiance, ce n'est pas un procès d'intention, mais c'est une exigence administrative que le député de Chambly comprend très bien et dont il reconnaît le bien fondé. On nous fait reproche de refuser à la Fédération des centres culturels l'octroi d'une subvention de \$246,000, quand le budget total de la diffusion au ministère est de \$250,000. On nous en fait reproche. Ce reproche est facile à réfuter, parce que nous n'avons pas d'argent. Mais ce n'est pas seulement une question d'argent qui est en cause, c'est une question de planification, c'est une question d'utilisation des fonds publics à des fins utiles. C'est une question d'organisation de la diffusion de la culture à travers le territoire du Québec.

Or, vous savez, M. le Président, qu'il existe actuellement au Québec en exercice ou en opération, comme vous le voudrez, 107 centres culturels dans 97 municipalités ou villes. Cela comprend évidemment les centres d'art qui existaient avant qu'apparaissent tous ces centres culturels et ces bâtiments qui ont été érigés dans le cadre des fêtes dites du Centenaire de la Confédération. Alors, nous avons donc 107 lieux

d'activité culturelle pour lesquels il est nécessaire d'établir une planification. Quand le député de Chambly parle de double emploi, je suis tout à fait d'accord avec lui. C'est précisément parce que nous voulions éviter le double emploi, que nous voulions éviter la discrimination, précisément parce que nous voulions éviter la dispersion et des fonds et des énergies que nous croyons que le ministère, pour un temps X, pas nécessairement pour une période de temps indéterminée, doit assumer cette responsabilité de l'aménagement culturel à travers le Québec.

Nous ne pouvons pas, à l'heure actuelle, laisser se constituer un organisme parallèle qui se substituerait au ministère des Affaires culturelles et assumerait cette responsabilité de la diffusion de la culture, parce que nous n'avons pas qu'un, deux ou trois centres à servir. Nous n'avons pas qu'une ou deux régions à servir. Nous avons toutes les régions du Québec. On dit, en général, dix régions correspondant aux dix grandes régions économiques. Nous avons une population de six millions d'habitants disséminés sur un immense territoire. Nous devons faire face à cette exigence de l'organisation, de la planification, dans ce domaine de l'aménagement culturel, afin d'éviter le double emploi, la dispersion des énergies humaines et financières.

Or, dans le programme que nous avait présenté la Fédération des centres culturels, programme qu'il n'était pas possible d'analyser en détail, dont il n'était pas possible de voir, de connaître exactement les bases, les assises, afin de voir s'il était sérieux — et je ne fais pas encore ici de procès d'intention à la Fédération — il fallait qu'on nous présentât un programme qui fût vraiment au point. Or, tel n'était pas le cas, parce que les vérifications que nous avons faites nous ont indiqué qu'un grand nombre d'activités qui apparaissaient au programme de la Fédération portaient sur des choses, faisaient état de certaines relations avec des organismes qui, dans plusieurs cas, n'avaient même pas encore été consultés et au sujet desquels, dans le domaine des budgets, etc., il n'y avait pas encore entente.

Ce n'est donc pas un refus brutal que nous avons opposé à la Fédération des centres culturels. Nous lui avons demandé des comptes. Nous lui avons indiqué, d'autre part, que telle n'était pas notre intention de laisser se constituer un organisme parallèle à la direction générale de la diffusion de la culture du ministère, parce que nous en sommes au stade de l'organisation, au stade de l'aménagement culturel dans le Québec. Le député de Chambly sait très bien que le nombre considérable de centres culturels que nous avons à alimenter, à animer,

est tel que nous ne pouvons pas courir — non pas prendre de chance — nous ne voulons pas courir de risque inutile dans ce domaine. C'est pourquoi, après une étude approfondie du problème, après des examens, après des recherches et des enquêtes, dans les milieux, tous ces milieux, toutes ces régions qui ont recours à la Fédération des centres culturels, nous avons décidé d'indiquer à la Fédération culturelle quelles étaient les intentions du ministère.

Je l'avais d'ailleurs déjà fait dans une conférence de presse, d'un style plus général. J'avais enfin indiqué les grandes lignes de la politique de diffusion culturelle du ministère. Je l'ai fait à nouveau au moment où s'est posé ce problème de la Fédération des centres culturels, et dans la lettre que M. Giroux adressait à M. Sauvageau, et dont le député de Chambly nous a fait tout à l'heure l'honneur de la lecture, nous avons indiqué les raisons pour lesquelles nous avons pris l'attitude que vous connaissez à l'endroit de la Fédération des centres culturels.

M. le Président, nous n'avons rien à retrancher de ce que nous avons dit. L'attitude du ministère a été exprimée dans cette lettre du 20 mars adressée par M. André Giroux à M. Philippe Sauvageau. Le député de Chambly a relevé tout à l'heure ce passage où il est dit: « Le ministère doit assumer le rôle principal de diffusion qui fut jusqu'ici partiellement assuré par divers organismes subventionnés. » J'ai répondu tout à l'heure à cette objection. Nous sommes au stade de l'aménagement culturel et nous ne pouvons pas, en raison du très grand nombre de régions à desservir, de l'importance de la population, du nombre important de centres culturels qui sont nés, qui ont poussé rapidement, laisser à qui que ce soit d'autre qu'aux responsables du ministère des Affaires culturelles la responsabilité d'un aménagement culturel qui est extrêmement difficile, parce qu'il a des implications financières considérables.

Le député de Chambly a encore tenté tout à l'heure de faire des gorges chaudes en parlant de structurite au ministère des Affaires culturelles. Nous ne créons pas de choses nouvelles, quand nous parlons par exemple d'un comité consultatif de diffusion. Nous n'allons pas chercher 50,000 personnes ou 50 personnes ou dix personnes. Nous prenons des gens du ministère des Affaires culturelles qui s'occupent de diffusion de la culture, qui ont travaillé dans le domaine de la culture, qui sont allés dans les diverses régions du Québec et qui inviteront, pour des problèmes donnés, des organismes en consultation.

Ce n'est pas de la « structurite » cela, c'est

simplement de l'organisation du travail. Cela ne coûte pas un sou de plus au gouvernement; cela ne coûte pas un sou de plus aux contribuables du Québec, mais cela nous permet de mettre au point les programmes de diffusion que nous avons préparés, de les rajuster afin qu'ils correspondent aux besoins de certaines régions données.

Alors, je ne vois pas en quoi le député de Chambly peut nous faire reproche de revendiquer ce droit, que nous avons comme ministère des Affaires culturelles, donc, comme organisme du gouvernement, d'assumer, à ce stade-ci, de l'aménagement culturel du Québec, la responsabilité de la diffusion de la culture pour des raisons financières, pour des raisons d'économie, pour des raisons d'ordre, de planification et de coordination. Cela est extrêmement important. Tant que je serai ministre des Affaires culturelles, je maintiendrai que, pour un certain nombre d'années, il est essentiel que ce soit le ministère des Affaires culturelles qui ait la responsabilité de cet aménagement.

Ce qui ne veut pas dire que nous refusions la collaboration des organismes locaux. Tout le contraire. Nous l'avons dit et répété, je l'ai dit et répété, et j'ai dit encore, lorsque j'ai donné une conférence de presse sur le sujet de la Fédération des centres culturels et ce n'est pas là qu'une intention, que nous voulions utiliser les organismes locaux, que nous voulions utiliser les énergies locales, mais que nous entendions préparer, pour l'ensemble du Québec, afin de desservir tout le territoire du Québec, un programme de diffusion que seront libres d'accepter ou de refuser les divers centres culturels auxquels nous offrons ces programmes de diffusion. Alors, je crois qu'on ne peut pas nous faire grief d'organiser le travail de l'aménagement culturel du Québec. C'est une responsabilité du gouvernement parce qu'on ne peut pas, à ce stade-ci, prendre le risque de créer ces doubles emplois, ce dédoublement de fonctions et d'autre part, cette dispersion des énergies humaines et financières.

Le député de Chambly nous a dit, d'autre part, que c'était engager une querelle stérile que de refuser à la Fédération des centres culturels le droit d'aller chercher à Ottawa — enfin ce n'est pas tout à fait substantiellement ça — il nous a fait reproche d'avoir dit ceci: « Toute subvention ne sera accordée que si la Fédération des centres culturels du Québec accepte expressément que le gouvernement du Québec soit le seul organisme d'Etat à transiger avec elle. » Nous n'avons fait en cela que respecter la volonté de la Fédération des ceri-

très culturels qui avait passé une résolution à cet effet.

La Fédération des centres culturels, lors de son congrès des 29 et 30 juin 1968, avait adopté une résolution qui disait ceci: « Que les centres culturels du Québec s'engagent à acheminer au ministère des Affaires culturelles toute demande ordinairement adressée à Ottawa, prenant pour acquis que ledit ministère — le nôtre — lui assurera les revenus obtenus par ce moyen jusqu'à ce jour. » Or, c'est justement ce que nous sommes en train de faire, ce que nous sommes en train de préparer. Les négociations que nous avons engagées avec Ottawa ont précisément pour but — et le gouvernement central nous paraît l'avoir compris — de coordonner l'activité du gouvernement central en matière culturelle avec celles du ministère des Affaires culturelles du Québec et cela, sans qu'aucun principe émis, promulgué, déclaré avec vigueur par le ministre qui vous parle, ne soit violé.

M. LAPORTE: Cela, jamais!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): On m'a interrogé à ce sujet-là.

M. LAPORTE: C'est le genre de principe qui permet de tout accepter.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): ...à l'émission 2 + 1. Celui qui m'interrogeait me disait: Vous avez eu des rencontres avec l'honorable Pelletier. Cela veut-il dire que vous avez changé d'idée? J'ai dit: Non, pas du tout. Voici ce que je déclarais et j'ai l'impression que le député de Chambly ne sera pas en désaccord avec moi.

M. LAPORTE: J'aime mieux l'entendre avant.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Il n'a pas écouté l'émission 2 + 1?

M. LAPORTE: Non, je regrette vivement.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Elle était fort bonne, en passant, excellente. C'était l'émission 2 + 1, le 27 avril 1969, à 22 heures trente.

M. LAPORTE: 22 heures trente. Le ministre est d'une précision.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je disais ceci: Je maintiens ce que j'ai dit. J'estime que le Québec a compétence exclusive en matière d'éducation et de culture. Mais, d'autre part, nous vivons, à l'heure actuelle, dans cette situation que vous connaissez bien. Il y a, d'un côté, le gou-

vernement central qui envahit de plus en plus toutes sortes de champs réservés aux gouvernements des Etats membres de la fédération. Il y a, d'autre part, le gouvernement du Québec qui réclame l'exclusivité. En attendant que se règlent ces problèmes, que nous en venions à établir un *modus vivendi* et que nous changions l'ensemble de notre régime constitutionnel, il ne faut quand même pas faire porter aux citoyens l'odieux de ces disputes constitutionnelles et leur en faire payer les frais. Or, c'est dans ce sens que, l'autre jour, lors d'une rencontre que j'avais sollicitée avec M. Pelletier, Secrétaire d'Etat à Ottawa, nous avons parlé de la création d'un organisme dont l'objectif sera d'étudier la possibilité de mettre sur pied un ensemble de mécanismes de coordination et de consultation afin d'atteindre cet objectif que j'indiquais tout à l'heure; déterminer quelles sont les sommes que nous pouvons consacrer à l'activité culturelle dans le Québec.

M. LAPORTE: C'est votre petit parc Forillon, cela.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je crois que le député de Chambly est mal placé pour parler du parc Forillon.

M. LAPORTE: Je suis mal placé? Je suis toujours assis à la même place. J'ai seulement un siècle. Pourquoi suis-je mal placé?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Il est très mal placé pour en parler.

M. LAPORTE: Pourquoi?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Parce qu'il s'est fait le défenseur de ce projet et que, enfin...

M. LAPORTE: Moi, je me suis fait le défenseur de ce projet?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Il y a des choses que je ne peux pas dire en cette Chambre sans être rappelé à l'ordre. Revenons aux Affaires culturelles.

M. LAPORTE: Ce sera incessamment. Si je me suis fait le défenseur...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Le parc Forillon, si agréable qu'il soit, doit être plus ou moins froid à l'heure actuelle...

M. LAPORTE: D'accord.



M. TREMBLAY (Chicoutimi): ... que l'atmosphère de cette Chambre.

M. LAPORTE: D'accord.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): L'attitude que nous avons prise est une attitude réaliste et positive. Depuis deux ans et demi, j'ai déploré le fait qu'il y ait surenchère et marchandage dans le domaine des affaires culturelles parce que les organismes subventionnés s'adressent à Québec, au conseil métropolitain des arts de Montréal, au conseil des arts d'Ottawa, au secrétariat d'Etat, éventuellement au ministère des Affaires extérieures d'Ottawa. Il n'y a donc pas de planification. Il n'est donc pas possible d'établir — je l'ai dit et répété — une politique cohérente et planifiée qui nous permette de savoir quel est le montant dont nous pouvons disposer au début d'un exercice financier à des fins culturelles. C'est dans ce sens que nous avons engagé en toute bonne foi un dialogue qui se poursuit actuellement avec le gouvernement central, afin de voir de quelle façon il est possible d'établir ces mécanismes de consultation et de coordination. C'est dans le cadre de ce programme de travail que nous entendons traiter le cas de la Fédération des centres culturels du Québec.

Je ne crois pas qu'il y ait de quoi fouetter un chat.

On a fait grand état de l'importance de cette fédération, mais j'ai répété cent fois que c'était un organisme important. On a dit: Cette fédération a un rôle. Nous l'avons reconnu ce rôle. Nous sommes prêts à lui donner l'argent dont elle a besoin pour organiser un secrétariat afin de coordonner l'activité, d'animer l'activité culturelle dans les régions où se trouve chacun des membres de cette fédération.

Mais nous ne pouvons pas, pour les raisons que j'ai indiquées tout à l'heure, laisser à la Fédération des centres culturels la responsabilité de la diffusion de la culture dans le Québec. Ce n'est pas possible parce qu'il y aurait là un gouvernement parallèle et il se passerait là la même chose qui s'est passée dans le cas du Conseil des arts dont a parlé assez longuement l'autre jour le député de Chambly. Le Conseil des arts avait réclamé qu'on lui donnât cette responsabilité de distribuer les subventions. Il est revenu à la charge. Le député de Chambly n'a jamais accepté cette idée-là. Moi non plus, je ne l'ai jamais acceptée.

Or, je ne peux pas accepter, de la même façon, que la Fédération des centres culturels, dans le domaine de la diffusion de la culture,

se substitue à la Direction générale de la diffusion de la culture qui, elle, prépare les programmes d'animation et distribue les subventions selon les besoins. Nous reconnaissons à la Fédération des centres culturels un rôle d'animateur local et un rôle de liaison d'un centre à l'autre. Nous offrons à la Fédération des centres culturels des manifestations comme nous les offrons à tous les membres de la Fédération des centres culturels du Québec.

D'autre part — nous l'avons dit dans cette lettre — nous sommes disposés à analyser, à étudier et à accepter éventuellement les propositions concrètes de diffusion qui nous seront faites par la Fédération des centres culturels. Tout cela doit se tenir dans des limites raisonnables, dans les limites des budgets qui nous sont impartis. Nous ne pouvons pas laisser se créer un monstre qui engendrerait fatalement le désordre dans l'ensemble des centres culturels du Québec au moment où nous procédons à l'aménagement du territoire dans ce domaine de la culture. C'est pour ces raisons que nous avons adopté l'attitude qu'a déplorée le député de Chambly. Il m'a dit qu'il n'était pas d'accord, c'est son droit. J'exprime ici l'attitude du gouvernement, l'attitude de mon ministère, et le député de Chambly a le droit de ne pas être d'accord avec moi.

Telle est la situation, et les responsables de la Fédération des centres culturels ont été prévenus. Nous leur avons indiqué quelles étaient nos intentions et nous sommes disposés, préparés à fournir aux centres culturels un programme d'activité à mettre au point un programme qui sera offert à tous les centres culturels et que la Fédération des centres culturels elle-même pourra ensuite offrir à ses membres si elle veut collaborer avec nous, comme nous l'avons invitée à le faire.

M. LAPORTE: Est-il possible que, par l'établissement de cette discussion avec le gouvernement fédéral, avec M. Pelletier, un organisme comme la Fédération des centres culturels puisse accepter une subvention d'Ottawa?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je n'en sais rien pour l'instant.

M. LAPORTE: Bien, la lettre?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Nous poursuivons des discussions actuellement...

M. LAPORTE: A partir de quel moment?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): ... et notre vo-

lonté est bien claire. Nous voulons qu'il y ait entre le gouvernement du Québec et celui d'Ottawa, dans ce domaine de la culture, un mécanisme de coordination et de consultation, ce qui implique que nous serions avertis des décisions et des intentions du gouvernement central.

Le député de Chambly me comprendra. Je ne veux pas aller plus loin sur ce sujet des discussions avec le gouvernement central. Nous avons eu une première rencontre avec M. Pelletier et quelques-uns de ses fonctionnaires.

Il y a eu ensuite une rencontre des fonctionnaires de M. Pelletier et les fonctionnaires des Affaires culturelles à Ottawa. Nous aurons demain, à l'issue des discussions sur les problèmes linguistiques, une autre rencontre avec M.

Pelletier et mes collaborateurs.

Alors, à ce stade-ci de nos négociations, de nos discussions, je crois qu'il ne me paraît pas prudent de donner de plus amples détails et de prendre quelque attitude précise que ce soit avant de connaître l'avis de mes interlocuteurs.

J'ai, je crois, répondu aux questions que m'avait posées le député de Chambly en ce qui concerne la Fédération des centres culturels. J'ai indiqué quelle était la politique du gouvernement, quelles étaient les raisons qui nous avaient fait prendre cette attitude. Je n'ai pas voulu, d'autre part, ouvrir un dossier qui m'aurait forcé à mettre en cause des Individus...

M. LAPORTE: Ce n'est pas nécessaire.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Non pas que ces gens-là, on ait des crimes à leur reprocher, pas du tout, mais il y a des problèmes administratifs, il y a toutes sortes d'accrochages. Nous avons reçu de nombreuses plaintes de centres culturels au sujet de la Fédération des centres culturels. C'est ce qui nous a déterminés à prendre l'attitude que nous avons prise et que nous avons exprimée officiellement dans la lettre que M. Giroux a adressée au président de la Fédération des centres culturels.

M. LAPORTE: M. le Président, je reviens, en quelques mots, sur certains points de la réponse du ministre, peut-être pour mettre le dossier très au point. Le ministre exhibant un document, un cahier que je ne connais pas, dit: Voici quel était le programme d'activités de la Fédération des centres culturels de la province de Québec pour 67/68, et il n'a pas été réalisé.

M. TREMBLAY: Pour 68/69.

M. LAPORTE: Pour 68/69, ils n'ont pas eu

la subvention, mais, l'an dernier, si les renseignements...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je note qu'ils ont eu la subvention. Ils ont eu \$50,000 et nous attendons les états financiers.

M. LAPORTE: Sur ce point, disons que je suis en accord complet avec le ministre. C'est la loi, s'ils n'ont pas déposé leur rapport financier, c'est fatal, c'est évident, mais il y a évidemment d'autres principes. Dans le domaine des arts plastiques, dit ce rapport, nous avons fait circuler seize nouvelles expositions et cinq qui étaient au programme de 67/68, pour un total de 21 expositions. Ces 21 expositions ont fait l'objet de 143 représentations, d'une durée de quinze jours par endroit desservi. Nous avons organisé et fait circuler 39 programmes de film qui ont été réclamés à 354 reprises par nos membres. Nous avons organisé et fait circuler seize spectacles divers, touchant les arts d'interprétation, et qui ont fait l'objet de 252 représentations, et deux projets d'animation, l'un dans le domaine de la musique et l'autre dans le domaine des marionnettes, et qui ont été reçus par 86 centres. Ce programme, dans une proportion de 70%, a été offert gratuitement aux membres, alors...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): A-t-on indiqué au député de Chambly, a-t-on fait des...

M. LAPORTE: Bien voici, je cite un document de ce qui s'appelle la Fédération des centres culturels de la province de Québec, lettre circulaire...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Elle ne tient pas compte de ce qui a été annulé.

M. LAPORTE: Je vais citer ma source, il sera toujours possible d'en discuter.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Oui.

M. LAPORTE: Lettre circulaire numéro 4 de l'année 1969 de la fédération, premier document, photocopie d'un télégramme contenu dans une lettre venant du ministère des Affaires culturelles, 2, 3, 4, 6 rapports du programme d'activité 68/69. J'ai lu des extraits de ce rapport.

Est-il également vrai que la Fédération des centres culturels n'avait pas demandé au ministère de lui accorder une subvention de l'ordre de \$246,000, mais avait demandé le maximum de ce que le ministère était en mesure de faire, quitte à s'adresser à d'autres organismes, d'au-

tres gouvernements pour obtenir le solde, si nécessaire.

Je crois que c'est exact, et c'est là que le ministre a dit dans la lettre que cette subvention ne serait accordée que si le gouvernement du Québec était le seul organisme d'Etat... Et c'est surtout sur ce point que je peux insister.

Cette lettre est datée du 20 mars 1969, cela fait deux mois. Politique absolument claire, nette portant la signature du ministre des Affaires culturelles et je cite de nouveau: « Toute subvention ne sera accordée que si la Fédération des centres culturels du Québec accepte expressément que le gouvernement du Québec soit le seul organisme d'Etat à transiger avec elle. »

Ce paragraphe a évidemment reçu une très large publicité et l'on a dit: Voilà de la part du gouvernement une attitude ferme, une attitude franche. Le ministre a cru devoir aller plus loin dans une conférence de presse qu'il accordait en avril, quelques jours avant qu'il ne rencontre M. Gérard Pelletier, et c'était intitulé « Ottawa a de l'argent pour la culture, qu'il nous le remette », c'était signé Tremblay: « Le ministre des Affaires culturelles réclamera l'équivalence fiscale pour le Québec à la place des sommes que le gouvernement d'Ottawa est disposé à dépenser dans les provinces dans le domaine de la diffusion de la culture. Nos discussions devront aboutir à des mécanismes de transfert des fonds ».

M. le Président, j'ajoute que le journal dit: « Au cours d'une conférence de presse destinée à faire le point dans le conflit entre son ministère et la Fédération des centres culturels du Québec. »

Le ministre, une fois de plus, en des termes qui appelaient presque fatalement la publicité, refuse à un organisme le droit de s'adresser au gouvernement d'Ottawa. Le ministre va plus loin, il définit très clairement sa politique: « Ottawa a de l'argent pour la culture, qu'il nous le remette. » Cela, c'est la mise en scène qui précède la rencontre avec M. Gérard Pelletier. Nous nous attendons à une belle bataille, à la prise de position claire et nette de deux gouvernements. Le gouvernement d'Ottawa, d'une part, qui dit: Nous avons le droit, comme gouvernement canadien, d'exercer certaines activités culturelles. Et vous avez, d'autre part, le gouvernement de la province de Québec, défenseur de l'autonomie du Québec, qui dit: Messieurs, vous ne passerez pas. Et la rencontre a lieu.

Qu'est-il advenu? M. Normand Girard — je crois que c'est un journaliste attaché au journal *Le Soleil* — et jusqu'aux nouvelles très récentes...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Cela, je pense que vous le savez bien.

M. LAPORTE: Oui, oui. J'allais dire: Jusqu'aux nouvelles les plus récentes il était courriériste parlementaire, et comme je l'aperçois dans la galerie, je crois qu'il l'est encore.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Il est d'ailleurs de la région du Saguenay.

M. LAPORTE: Il est de la région du Saguenay?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Ah oui! Un gars bien.

M. LAPORTE: Roberval.

M. LE PRESIDENT (Bousquet): Pas de personnalité.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Un gars bien.

M. LAPORTE: M. le Président, vous êtes encore intervenu.

Et voici comment se termine cette guerre: « La guerre de Troie n'aura pas lieu. M. le ministre des Affaires culturelles de la province de Québec... »

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Quel auteur?

M. LAPORTE: Ah! Pas très haut.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Quel auteur?

M. LAPORTE: « ... la mise sur pied. » Je cite le journal, M. le Président. Est-ce un...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Oui, mais quel...

M. LAPORTE: Voulez-vous me recaler en littérature? La mise sur pied d'un organisme fédéral-provincial de coordination des méthodes de diffusion de la culture a été décidée en fin de semaine par M. Gérard Pelletier et M. Jean-Noël Tremblay. »

Bien, M. le Président, je trouve cela regrettable. Je trouve regrettable que le ministre des Affaires culturelles ait été tout simplement à l'image du gouvernement dont il fait partie parce que l'une des choses sur lesquelles le gouvernement d'Ottawa compte le plus actuellement, c'est la faiblesse du gouvernement du Québec.

M. Pierre Trudeau, que je connais assez bien...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Of course.

M. LAPORTE: Of course! Avez-vous capitulé en français ou en anglais à Ottawa?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je ne sais pas.

M. LAPORTE: Vous ne savez pas, non. M. Pierre Trudeau a écrit, dans une plaquette, alors qu'il était candidat à la chefferie de son parti: « J'espère que les provinces sauront ce qu'elles veulent et qu'elles ne changeront pas d'idée tous les quinze jours. » Cela, c'est essentiel. Nous avons un gouvernement qui, chaque fois qu'il est question d'autonomie, crie au loup sans raison ou alors avec si peu de raisons qu'aussitôt que le gouvernement d'Ottawa montre les dents la province de Québec capitule.

Je vous redonne l'exemple du parc Forillon — Je parle rapidement, parce que vous allez m'interrompre, M. le Président. Vous ne m'avez pas interrompu? Je vous remercie — où l'on a véritablement déterré la hache de guerre. S'il faut vivre à genoux dans la confédération, a dit un ministre, mieux vaut en sortir. Il n'en est pas sorti; il s'est mis à genoux et il a signé.

Nous avons un ministre de la Culture qui dit: Si Ottawa a de l'argent pour la culture, qu'il nous le rende. Je tiens absolument à ce qu'un organisme de transfert de fonds soit créé. Quarante-huit heures après, il participe à la mise sur pied d'un organisme fédéral-provincial de coordination des méthodes de diffusion de la culture. M. le Président, je vous fais une prédiction. Vous saurez m'en reparler lorsque vous aurez retrouvé votre droit de parole.

M. LE PRÉSIDENT (M. Bousquet): J'ai bien hâte.

M. LAPORTE: L'article no 4, signé le 20 mars 1969 par un haut fonctionnaire du ministère des Affaires culturelles et paraphé par le ministre, se lit comme suit: « Toute subvention ne sera accordée que si la Fédération des centres culturels du Québec accepte expressément que le gouvernement du Québec soit le seul organisme d'Etat à transiger avec elle ». M. le Président, je vous prédis que, d'ici un mois, cette exigence péremptoire du gouvernement de la province de Québec en matière de culture aura cessé d'être vraie. Nous verrons — c'est probablement normal qu'il en soit ainsi — de nombreux organismes culturels du Québec, avec la bénédiction du ministère des Affaires culturelles du Québec, s'adresser au gouvernement d'Ottawa pour obtenir des subventions de l'assistance et de l'aide.

Comment peut-on espérer que le gouvernement du Québec soit en mesure de livrer les véritables batailles qui comptent, lorsque l'on s'est perdu dans des batailles stériles du genre de celle du parc Forillon et de la Fédération des centres culturels de la province de Québec? Je vais vous faire une autre prédiction, M. le Président. La troisième des grandes batailles — jamais deux sans trois — du gouvernement actuel, Sainte-Scholastique. Vous allez assister à une capitulation totale d'ici très peu de temps.

M. le Président, je dis au ministre qu'il fait preuve de bien peu de suite dans les idées, dans ce domaine. Lui qui, en particulier, est certainement celui des ministres de l'Union nationale qui a le plus évolué dans le domaine des relations fédérales-provinciales — je ne dis pas que cela n'est pas excellent — il devra s'abstenir de faire des déclarations très enflammées sur le méchant gouvernement fédéral qui s'en prend à la pauvre petite province de Québec, parce qu'il a été un de ceux qui auront contribué à la perte de notre autonomie.

M. LE PRÉSIDENT (M. Bousquet): Adopté.

M. HARVEY: M. le Président, avant d'adopter cet article, permettez-moi de vous signaler que je partage entièrement l'avis de mon collègue, le député de Chambly, relativement au problème qu'il a souligné...

M. LAPORTE: Tant mieux.

M. HARVEY: ... sur les relations fédérales-provinciales en matière de culture.

Je voudrais tout simplement dire au ministre que, cette année, il a refusé la demande de \$246,000 de la Fédération des centres culturels du Québec. Il affirmait tout à l'heure que cette demande était l'équivalent de la somme que son propre ministère dépensera cette année pour les activités culturelles sur le territoire.

Je voudrais lui signaler que, l'an dernier, la Fédération a obtenu \$50,000. Avec ces \$50,000, en autant que la région du Saguenay-Lac Saint-Jean est concernée, la Fédération a joué un rôle d'avant-garde. Elle a été, pour les associations culturelles et les centres culturels appartenant à la Fédération, un organisme qui a permis de donner une excellente diffusion de la culture. Cette année, on assure le secrétariat, s'il veut bien se conformer à certaines exigences du ministère, d'une subvention qui lui permettra d'assurer les frais de son secrétariat. Il est bien sûr que si le ministère et le ministre sont en mesure, ce soir, d'affirmer qu'en autant qu'une région qu'il connaît très bien, puisqu'il est de cette région, le comité consultatif créé à

son ministère, ou encore le ministère lui-même, sera en mesure d'assumer adéquatement la diffusion de la culture dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, j'en serai des plus heureux.

Je lui rappellerai cependant une chose, et il sera d'accord avec moi: ce que la Fédération a réussi, dans notre territoire — c'est-à-dire à créer l'unanimité d'un bout à l'autre d'une région qui constitue en elle-même presque une province — une supposée fédération régionale n'a pas encore réussi à sortir à l'extérieur d'une ou de deux villes dans tout le territoire.

La Fédération a réussi dans notre région, à des prix convenables, à la suite de négociations qu'elle faisait au nom des centres culturels ou associations culturelles membres de la Fédération, à nous amener dans notre territoire — et ceci non pas d'une façon multiple, une fois à Chicoutimi, une fois au centre culturel de Jonquière ou encore dans le territoire du Lac Saint-Jean — des activités culturelles qui ont permis à nos gens de la région du Saguenay-Lac Saint-Jean de bénéficier d'excellentes choses.

Je doute que le ministère soit en mesure cette année de fournir le nombre d'activités que ces centres ou associations ont obtenues l'an dernier. S'il est en mesure de l'affirmer ce soir. J'en serai des plus heureux. Je lui rappellerai cependant que, sur le territoire du Saguenay-Lac Saint-Jean, comme il l'a mentionné tout à l'heure, il y a eu, à l'occasion des fêtes du centenaire de la confédération, deux centres culturels d'ajoutés à des lieux culturels qui existaient auparavant, l'un à Mistassini et l'autre à Jonquière, dans le comté que je représente en cette Chambre. Au cours du dernier exercice financier, un de ces centres culturels a été fermé. Probablement que le ministre m'affirmera qu'il n'a pas été construit en fonction de normes répondant adéquatement à une rentabilité. Sur cela, je serai d'accord avec lui, mais il reste un fait c'est que, sous l'égide d'un ministère des Affaires culturelles ayant un titulaire venant de son territoire, ce centre a été fermé, faute de fonds.

Dieu sait que si l'autre centre culturel, construit à même les fonds du gouvernement fédéral à l'occasion du centenaire de la Confédération n'avait pas eu un organisme comme l'Institut des arts au Saguenay et un conseil municipal qui a à coeur également de cultiver sa population et qui participe à 45% du coût total du budget de ce centre culturel...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Et le ministère des Affaires culturelles.

M. HARVEY: Un instant. Je répète que la

ville de Jonquière, les contribuables de la ville de Jonquière, où se trouve un de ces deux centres culturels, contribuent pour 45% du financement et du coût du maintien du centre culturel de notre région. Le ministère, depuis quelques années, contribue également pour une somme d'argent qui a varié entre 14% et 18%. Je demanderai au ministre, lorsque le moment sera venu, à l'article des subventions, des questions précises relativement à la subvention pour l'année en cours. Je voudrais tout simplement attirer son attention et me faire confirmer que son ministère sera en mesure cette année d'assumer entièrement ce que la fédération, grâce à la subvention de \$50,000 qu'elle avait l'an dernier... que son ministère sera en mesure de donner un service équivalent au centre culturel ou aux associations culturelles de notre région. Car, si j'ai bien compris le ministre, tout ce que la fédération recevra cette année, si elle remplit les exigences de la lettre que l'on a envoyée à la fédération, ce sera un montant lui permettant d'assurer un secrétariat permanent à la fédération.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je viens d'entendre le député de Jonquière et je voudrais lui rappeler qu'il me disait, il y a quelques jours à peine, quelques semaines, à Jonquière, au centre culturel même, toute la satisfaction qu'il avait de voir le ministre...

M. HARVEY: Pardon. Je répéterai au ministre qu'il y a quelques semaines, lorsqu'il est allé au centre culturel de Jonquière ce n'était pas le député de Jonquière qu'il a rencontré. C'est peut-être quelqu'un d'autre parce que je n'y étais même pas invité.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'était une autre circonstance. Je m'excuse. Le député de Jonquière m'a affirmé à maintes reprises qu'il était très satisfait de la subvention que le ministère des Affaires culturelles avait donnée au centre culturel de Jonquière. Il m'a même loué d'avoir porté cette subvention jusqu'à \$15,000 et d'avoir fait tout ce que je pouvais faire pour aider son centre culturel.

M. HARVEY: Que le ministre revienne à la conversation que je viens d'avoir. Je lui ai dit que nous parlerons des subventions au poste 12.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Le problème de la subvention est très clair. Vous avez eu une subvention de \$15,000 et nous verrons s'il sera possible de vous en accorder une semblable pour l'an prochain. Il faut auparavant faire l'examen des bilans.

M. HARVEY: Ce n'est pas la question que j'ai posée.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Alors, le député de Jonquière se demande si nous serons en mesure de fournir, dans le programme de diffusion du ministère des Affaires culturelles, autant de manifestations qu'on en aurait eu de la Fédération des centres culturels.

M. HARVEY: Disons qu'on en a eu l'an dernier. C'est aussi simple que ça.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Alors, il faudra faire le compte total. Disons, grosso modo, que le ministère des Affaires culturelles prépare un programme qui comportera, dans le domaine du cinéma, 67 manifestations différentes pour 804 manifestations en tout. Dans le domaine des expositions, 23 expositions différentes pour 291 représentations.

Dans la musique, 388 représentations. Pas tout cela à Jonquière.

M. HARVEY: Non, non!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Le problème du théâtre est à l'étude, car les programmes ne sont pas encore précisés. Le Salon du livre: 30 représentations, et 50 spectacles de poésie. C'est juste un sommaire du programme d'action du ministère des Affaires culturelles. Je pense que le député de Jonquière, que je connais bien, sait quels sont les efforts que nous faisons dans la région, et l'attention que nous apportons au centre culturel de Jonquière. J'ai eu le plaisir d'en vanter les mérites, et je ne crois pas qu'il ait à s'inquiéter des spectacles et des manifestations qui pourront être fournis au centre culturel de Jonquière, qui est dans notre région et qui est un bel actif.

Seulement j'insiste sur une chose. Il a noté la contribution des citoyens de Jonquière, ce dont je les félicite. C'est ce qui devrait se passer, d'ailleurs, dans toutes les régions du Québec. Ces centres culturels ont été demandés par les municipalités. Dans les contrats, les municipalités ont pris des engagements, notamment en ce qui concerne les immobilisations, en ce qui concerne aussi l'entretien des bâtiments, en ce qui concerne le gardiennage des bâtiments.

Nous l'avons dit, lorsque nous avons énoncé la politique des centres culturels, que nous n'entendions pas assumer les dettes de construction, non plus qu'assumer les frais d'entretien, mais que nous entendions fournir, aux centres culturels, des manifestations, tout ce

qui sert à l'animation, à l'alimentation culturelle de ces centres. Quand cette politique a été lancée — le député de Chambly était là, à ce moment-là — on a fait appel aux municipalités. Nous les avons mis en face de leurs responsabilités. C'était elles qui réclamaient la construction d'un édifice en vertu de ce programme d'aide des fêtes du centenaire. Par conséquent, elles assumaient une responsabilité. Elles ne peuvent pas aujourd'hui venir nous demander d'assumer à la fois la responsabilité de la dette, de l'immobilisation, du gardiennage, de l'entretien, etc.

M. HARVEY: Ce n'est pas ce que...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): A la grandeur du territoire, ce serait impossible...

M. HARVEY: J'espère que le ministre ne dit pas cela pour le cas de Jonquière ou le cas de Mistassini.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'est pour cela que j'insiste sur ce qu'a dit le député de Jonquière...

M. HARVEY: Parfait.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): ... parce qu'il a bien mis en relief la contribution des citoyens. J'insiste à mon tour pour indiquer que cette contribution, on devrait la trouver partout où il se trouve des centres culturels. D'ailleurs, nous la trouvons dans un grand nombre de régions où existent des centres culturels. Le gouvernement ne peut pas s'occuper de ces centres culturels tout seul. Il ne peut pas, si vous voulez, alimenter financièrement et culturellement ces centres sans la collaboration des citoyens.

Quand on fait des études, on se rend compte que dans certaines localités, certaines villes, la contribution d'une municipalité donnée dans le domaine du sport est trois fois, quatre fois, cinq fois et quelques fois dix fois supérieure à la contribution qu'elle peut donner dans le domaine culturel. Dans le cas de Jonquière — je l'ai dit publiquement; je suis heureux de le redire ici — il y a une excellente collaboration des citoyens. Je voudrais que cette collaboration, nous la trouvions partout à travers le territoire du Québec dans ce domaine de l'activité culturelle.

M. HARVEY: Avant d'adopter l'article, si j'ai bien compris, le ministre affirme que son ministère, cette année, est en mesure d'assumer entièrement la diffusion de la culture dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean d'une façon

aussi efficace que la Fédération des centres culturels du Québec, l'an dernier, avec sa subvention.

Je passe à la dernière question: Est-ce que...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je n'ai rien dit de tel. J'ai dit que nous allions mettre à la disposition de tous les centres culturels un nombre de manifestations. Mathématiquement, cela correspondra-t-il à ce que le centre culturel de Jonquière a reçu l'année passée? Je ne le sais pas, parce que je ne connais pas le calendrier d'activités du centre culturel de Jonquière et ses disponibilités en ce qui concerne les spectacles que nous avons préparés.

Le problème des centres culturels, c'est qu'un grand nombre de manifestations ne peuvent pas aller partout et qu'il nous faut faire appel à ce qu'on désigne comme les centres et les sous-centres, selon l'équipement des lieux.

M. HARVEY: Le ministre est-il en mesure de me dire s'il est satisfait du rapport de la dernière année d'activités de la fédération régionale qui était sensée être créée, il y a deux ans dans la région pilote du Saguenay du Lac-Saint-Jean?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je ne voudrais pas porter de jugement de valeur sur l'activité de cette fédération. Nous avons remis à l'étude tout le programme d'activités de cette fédération parce que nous avons vu qu'il fallait tenir compte d'un certain nombre de facteurs dont, en particulier, celui de l'intégration dans cette fédération des divers centres qu'on appelle sous-centres, les cas de Jonquière, par exemple, de Saint-Félicien, de Dolbeau, d'Alma, de Mistassini, etc. Je ne porte pas de jugement de valeur; c'est une expérience qui n'est pas terminée, mais qui, pour l'instant, nous a permis de voir de quelle façon nous pourrions procéder à l'aménagement culturel de la région.

M. HARVEY: D'ailleurs, je crois ne pas me tromper en prétendant que le ministre a toujours considéré que c'était une expérience pilote.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Si, très bien.

M. LE PRÉSIDENT (M. Sauvageau): Poste 6, adopté?

M. LAPORTE: Oui.

M. LE PRÉSIDENT (M. Sauvageau): Adopté. Poste 7?

M. LAPORTE: Au poste 7, nous avons adopté...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Poste 7, nous l'avions adopté.

M. LAPORTE: ... les articles 2 et 3. Il restait l'article 1. Cela va prendre, évidemment quelques minutes. Alors, y a-t-il lieu de l'entreprendre? Je pense bien que, dans trois minutes, nous ne passerons pas à travers.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'est au poste 7, ça?

M. LAPORTE: Poste 7. Les articles 2 et 3 sont déjà adoptés. Il resterait l'article 1 où je veux faire quelques remarques sur l'ensemble du problème du théâtre. Disons que je n'en aurais pas pour plus d'une dizaine de minutes.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Le poste est-il adopté sous réserve?

M. LAPORTE: Non, les articles 2 et 3. Il y a également 10.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Poste 10, adopté.

Le poste 11 sera-t-il adopté?

M. LAPORTE: Le poste 11, non. Le député de Taillon a quelques remarques à ce poste.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Le député peut-il procéder sur...

M. LAPORTE: Je procède. M. le Président, le ministre, parlant théâtre, connaît-il cette adresse qui s'appelle 575 est, Grande Allée, Québec 4? Québec 4, ça n'a pas d'importance, mais est-ce que par hasard le 575 est, Grande-Allée, ne serait pas un club politique qui a pour nom Club Renaissance?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je sais qu'il y a un club Renaissance à Québec...

M. LAPORTE: Vous le savez.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): ... mais je ne connais pas l'adresse postale.

M. LAPORTE: Vous le fréquentez.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Jamais.

M. LAPORTE: Ni moi non plus.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Ni le club de Réforme non plus.

M. LAPORTE: Ni le club de Réforme. Je comprends.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): J'y vais occasionnellement...

M. LAPORTE: Où ça, au club de Réforme?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Pour des caucus.

M. LAPORTE: Voici ce qu'il présente; Théâtre lyrique du Québec. Je suis sûr que le ministre va, comme moi, sourire, et ensuite s'insurger contre cette politique voulant que des réunions d'organismes apolitiques aient lieu dans des clubs dont la fonction essentielle est d'être politique.

J'imagine, par hasard — j'allais dire, par malheur — que le Théâtre lyrique du Québec aurait décidé de se réunir au club de Réforme de Québec pour élire son conseil de direction, son conseil d'administration. Cela eût peut-être été de nature à lui causer certains embarras.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Pas du tout, quant à moi, parce qu'un organisme subventionné a le droit de se réunir là où il le veut, et ça n'a aucune sorte de conséquence sur les décisions d'un ministre qui n'est pas partisan.

M. LAPORTE: Merci, M. le Président. Je dirai ça à la Fédération des centres culturels du Québec, que le ministre ne se mêle pas des administrations des partis politiques pas plus qu'il ne se mêle des administrations des autres gouvernements. La Fédération des centres culturels va être étonnée de cette prise de position.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Ce n'est pas du tout dans le même ordre d'idées. La Fédération des centres culturels...

M. LAPORTE: Alors, M. le Président, je dis, sur le ton le plus simple possible, qu'il n'y a pas lieu d'en faire un drame.

Mais, je crois que le 575 est de la Grande-Allée est une maison fort honorable d'ailleurs — c'est le Club Renaissance — et c'est là que se réunit le Théâtre Lyrique du Québec. J'imagine que c'est pour préparer une nouvelle saison où la comédie aura le dessus sur les oeuvres plus sérieuses, mais je vais demander à ces gens que je ne connais pas — M. Sylvio Dumas, Mlle Georgette Durand — de bien vouloir nous

expliquer comment il se fait que, dans cette ville de Québec, où il y a d'aussi nombreux et bons endroits pour tenir des réunions, l'on décide de se réunir au Club Renaissance.

Alors, je vais laisser le ministre méditer sur cette phrase...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Le député de Chambly sait-il que le Club Renaissance — et j'imagine que le Club de Réforme fait la même chose — loue des salles à tous les organismes qui désirent en louer?

M. LAPORTE: M. le Président, je sais que le Club de Réforme voudrait bien louer des salles à tous ceux qui voudraient en louer, mais le ministre sait-il que déjà, dans la province de Québec — et c'est évidemment le genre de choses qu'il faudrait peut-être éviter ou ne pas éviter de les discuter — sait-il, dis-je, que dans la province de Québec, nous sommes rapidement en train de revenir à un régime que nous avons dénoncé et honni, le régime du « crois ou meurs »? Sait-on que, dans la province de Québec, on est en train actuellement de recommencer l'infiltration des corps intermédiaires, l'infiltration des corps municipaux, que certains organismes, afin d'obtenir...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je ne savais pas ça. Je ne pensais pas que le parti libéral était organisé comme ça, cela me surprend. Vous m'en apprenez.

M. LAPORTE: Pendant que vous irez faire votre...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je ne pensais pas qu'on pouvait faire du patronage dans le parti libéral.

M. LAPORTE: ... gémissement demain devant M. Pelletier, vous pourrez réfléchir à ça, qu'il y a d'autres organismes qui, eux, sont obligés ou se croient malheureusement obligés, dans la province de Québec...

M. le Président, allez-vous m'interrompre?

M. LE PRÉSIDENT (M. Sauvageau): Il est dix heures.

M. LAPORTE: M. le Président, je vous remercie.

M. SAUVAGEAU (Président du comité des subsides): M. le Président, votre comité a adopté des résolutions et il demande la permission de siéger à nouveau.



M. LEBEL (Président): Quand siégera-t-il?  
A la prochaine séance.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, je propose l'ajournement à trois heures.

M. LE PRESIDENT: Le ministre des Affaires culturelles propose que les résolutions soient maintenant lues et agréées. Cette motion sera-t-elle adoptée? Adopté.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je propose l'ajournement à trois heures.

M. LE PRESIDENT: Alors, la Chambre s'ajourne à demain après-midi, trois heures.

M. LAPORTE: Pour le programme de demain, je crois qu'après entente entre le premier ministre, le chef de l'Opposition et le leader du gouvernement, nous reviendrons demain à l'étude des crédits du Conseil exécutif.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'est cela.

M. LAPORTE: Ceux du premier ministre. Les crédits du ministère de la Santé seront étudiés en bas, et s'ils se terminaient, ce seraient ceux du ministère du Travail.

M. LE PRESIDENT: La Chambre s'ajourne à demain après-midi, trois heures.

(Fin de la séance: 22 h 2)